

DÉCENNIE >>> D'ACTION

Mettre fin à la violence contre les enfants

Réflexions sur les
informations communiquées
dans les examens nationaux
volontaires de **2021**

violenceagainstdchildren.un.org



BUREAU DU REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL CHARGÉ DE LA QUESTION
DE LA VIOLENCE À L'ENCONTRE DES ENFANTS

Aucune violence à l'encontre des enfants ne peut
se justifier; toute violence à
l'encontre des enfants peut être prévenue.

Préface



En raison de la pandémie de COVID-19, la protection des droits de l'enfant marque le pas partout dans le monde, et, dans certains endroits, les acquis en la matière sont même remis en cause, ce qui compromet la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030).

Des éléments probants font apparaître que les actes de violence contre les enfants sont plus nombreux depuis le déclenchement de la pandémie, mais que la capacité des systèmes de protection de l'enfance de les détecter et d'y répondre promptement a été entamée. Près de deux ans plus tard, nous savons que les effets négatifs de la COVID-19 se répercuteront à long terme sur le développement, la protection et le bien-être des enfants. Nous craignons que la violence contre les enfants, dont le taux de prévalence va croissant alors que les moyens et les ressources nécessaires pour la combattre diminuent, passe encore davantage inaperçue.

C'est dans ce contexte que le forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2021 s'est tenu, avec pour thème « Une reprise durable et résiliente après la pandémie de COVID-19, qui favorise les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable ».

En 2021, le forum s'est concentré sur un ensemble d'objectifs de développement durable directement liés à la protection des enfants contre la violence, ainsi qu'à ses vecteurs.

Les objectifs en question portaient sur la pauvreté, la faim, la santé et le bien-être, le travail décent (notamment « mettre fin au travail des enfants »), les inégalités et l'action climatique. On s'y est également penché sur la cible 16.2 (« mettre un terme à toutes les formes de violence dont sont victimes les enfants »).

Je suis fermement résolue à appuyer les efforts déployés par les États Membres pour réaliser le Programme 2030 en encourageant la diffusion des bonnes pratiques, des approches inédites et des politiques et programmes efficaces visant à mettre un terme à toutes les formes de violence contre les enfants ainsi qu'à leurs vecteurs, au moyen d'une démarche intégrée qui prenne en compte les corrélations entre objectifs de développement durable. Les examens nationaux volontaires et le forum politique de haut niveau représentent des possibilités stratégiques de favoriser cet apprentissage mutuel et de mobiliser en faveur de la protection des droits de l'enfant.

¹ Bull World Health Organ. 2021 Oct 1; 99(10): 730–738.

² Soit des représentant(e)s de 37 des 42 États Membres qui présentaient un

examen national volontaire lors de l'édition de 2021 du forum politique de haut niveau.

³ Le premier document établi par mon Bureau en 2020 peut être consulté à l'adresse suivante : (https://violenceagainstchildren.un.org/sites/violenceagainstchildren.un.org/files/2030_agenda/vnr_analytical_review_fr.pdf).

Préface



En préparation du forum, j'ai rencontré des représentant(e)s de presque tous les États Membres procédant à un examen national volontaire en 2021, pour obtenir que celui-ci comporte une dimension liée aux enfants, et que ceux-ci y participent. Chaque fois que c'était pertinent, j'ai également engagé un dialogue avec l'équipe de pays des Nations Unies et le (la) coordonnateur(ice) résident(e) pour faire en sorte que l'appui qu'ils apporteraient au processus d'examen national volontaire prenne en compte les droits de l'enfant. En outre, j'ai participé à plusieurs concertations préparatoires au niveau national et rencontré des représentant(e)s de la société civile, des enfants et des jeunes.

Les forums sur le développement social organisés par les commissions régionales des Nations Unies sont des occasions privilégiées d'apporter un appui aux États Membres pour la préparation de leurs examens nationaux volontaires : en 2021, j'ai pris la parole à chacun de ces forums pour appeler de nouveau à ce que le Programme 2030 soit mis en œuvre en privilégiant la problématique de l'enfance. Ce thème a encore été mis en exergue lorsque j'ai participé aux réunions préparatoires du forum politique de haut niveau organisées par le Conseil économique et social avec l'appui du Département des affaires économiques et sociales.

Je crois fermement que nous ne pouvons espérer mettre un terme au fléau de la violence contre les enfants si les cibles associées aux objectifs de développement durable qui concernent la pauvreté, la faim, la santé, l'éducation, la justice, la problématique femmes-hommes, l'inclusion sociale, le travail décent, l'égalité, les migrations, les changements climatiques et l'édification de sociétés pacifiques ne sont pas atteintes. De même, on ne pourra pas accélérer la réalisation du Programme 2030 si on ne met pas fin à la violence contre les enfants.

Lors de mes entretiens avec des représentant(e)s d'États Membres, tou(te)s m'ont confié être déterminé(e)s à renforcer l'action menée au niveau national pour le bien-être et la protection des enfants, sachant toutefois que les répercussions économiques de la pandémie se traduiraient probablement par des contraintes budgétaires.

Les États Membres ont confirmé qu'une réorientation profonde était nécessaire pour que les dépenses engagées au titre du bien-être des enfants soient considérées comme un investissement dans le relèvement inclusif et durable. Cet investissement dans les enfants devrait se refléter dans les plans nationaux de développement et de relèvement économique, dont la couverture et les effets concrets devraient être optimisés, aucun(e) enfant ne devant être laissé(e) de côté.

Préface



Dans tous mes contacts avec des représentant(e)s d'États Membres, j'ai souligné qu'il était nécessaire d'adopter une approche intégrée et intersectorielle du renforcement des services destinés aux enfants, reposant sur des bases solides de protection sociale pour les enfants vulnérables et les personnes prenant soin d'eux, condition impérative pour que le Programme 2030 soit réalisé et que la reconstruction en mieux après la COVID-19 se concrétise.

Dans le présent document, le deuxième établi par mon Bureau sur la question, nous avons sélectionné certains exemples cités dans les rapports issus des examens nationaux volontaires de 2021, qui montrent que les objectifs de développement durable et la protection des enfants contre toutes les formes de violence sont corrélés ; que les gouvernements répondent aux défis associés à la lutte contre la violence, et qu'ils avaient commencé avant même le déclenchement de la pandémie ; que l'approche intégrée de la prévention et de l'intervention fonctionne. Le présent document n'est pas exhaustif et les exemples en question ont été choisis pour illustrer des thèmes clés, intéressant la violence contre les enfants et ses vecteurs

J'espère que tous les États Membres le trouveront utile. Il est d'un intérêt particulier pour ceux d'entre eux qui préparent leur examen national volontaire de 2022 et qui veulent faire savoir quels progrès ils ont accomplis sur la voie de l'élimination de toutes les formes de violence contre les enfants. D'ici à la tenue du forum politique de haut niveau de 2022, je serai de nouveau en contact avec des représentant(e)s d'États Membres s'apprêtant à procéder à un examen national volontaire, pour encourager et contribuer à promouvoir la prise en compte des besoins des enfants.

Najat Maalla M'jid

Représentante spéciale du Secrétaire général
chargée de la question
de la violence à l'encontre des enfants

Réflexions sur la violence contre les enfants dans les examens nationaux volontaires de 2021

Introduction

Dans la note de synthèse que nous avons adressée aux États Membres (« Comment mettre en valeur les pratiques prometteuses pour mettre fin à la violence à l'encontre des enfants »), nous avons souligné que les objectifs de développement durable étaient associés à un certain nombre de cibles clés axées sur l'élimination des différentes formes de violence contre les enfants et de leurs vecteurs. Nous avons recensé plusieurs domaines d'action susceptibles d'être abordés dans les examens nationaux volontaires. On trouvera aux sections suivantes des exemples tirés des rapports de 2021, dans lesquels les États Membres ont rendu compte des progrès accomplis dans ces divers domaines. Lorsque nous avons examiné ces rapports, nous nous sommes concentrés sur les avancées constatées sur la voie de l'élimination de la violence contre les enfants et sur leur contribution à l'accélération de la mise en œuvre du Programme 2030.

Mobilisation et partenariats à grande échelle

Il est essentiel que tous les partenaires se mobilisent pour mettre fin à la violence contre les enfants et pour atteindre les objectifs de développement durable. Dans leurs rapports issus des examens nationaux volontaires menés en 2021, les États Membres ont montré qu'ils avaient fait appel à diverses parties prenantes, comme des entités des Nations Unies, des organisations de la société civile, les enfants et les jeunes, des communautés religieuses et confessionnelles, le secteur privé ou encore des donateurs, pour que personne ne soit laissé de côté.

La plupart des États Membres ont adopté une démarche multipartite aux fins de l'accomplissement des objectifs de développement durable et de la préparation de leurs examens nationaux volontaires respectifs.

Le Danemark, le Japon et la Norvège, par exemple, ont privilégié la collaboration systématique avec les organisations de la société civile tout au long de cette préparation ; chacun des rapports présentés par ces États incluait une section comprenant des réflexions et des opinions issues de groupes de discussion multipartites.

En outre, plusieurs États Membres, parmi lesquels l'Égypte, l'Indonésie, la Sierra Leone et le Zimbabwe, ont dit œuvrer aux côtés des **dirigeants religieux et confessionnels** pour s'attaquer aux enjeux liés à la violence dont sont victimes les enfants.

Plusieurs États Membres ont également mentionné qu'ils mobilisaient activement le **secteur privé** dans le cadre du processus d'examen et aux fins de la mise en œuvre d'activités axées sur les objectifs de développement durable.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Participation des enfants aux examens nationaux volontaires

Les États Membres ont expliqué de quelle manière les enfants prenaient part à la préparation des examens nationaux volontaires et à la mise en œuvre du Programme 2030, ainsi qu'à l'action menée pour atteindre les objectifs de développement durable. Nous avons également noté que les « jeunes » et la « jeunesse » étaient parfois mentionnés sans spécification de groupes d'âge. Dans les exemples cités ci-après, les enfants ont été présentés comme un groupe distinct. Un document d'accompagnement (*Children as Agents of Change – Their Active Involvement in the VNR*) examine plus en détail la manière dont les États Membres ont fait état de la participation des enfants au processus d'examen national volontaire et à la mise en œuvre du Programme 2030.



Le Conseil tchèque des enfants et des jeunes, qui réunit plus de 100 organisations d'enfants et de jeunes, a indiqué selon quelles modalités les jeunes pouvaient participer à l'examen national volontaire. Les informations relatives aux jeunes, y compris les opinions professées par certain(e)s d'entre eux (elles) en particulier, qui ont été citées dans le rapport issu de l'examen national volontaire, reposent sur des données, des enquêtes et des activités du Conseil.



L'initiative « Les voix du Paraguay en faveur des objectifs de développement durable » vise à donner davantage de visibilité aux opinions des jeunes paraguayens, y compris les enfants, au sujet des questions liées au développement durable. En particulier, les jeunes et les enfants ont été invités à faire part de leurs préoccupations au sujet des difficultés rencontrées par le pays pour parvenir au développement durable, ainsi que pour définir les enjeux prioritaires du développement intéressant en particulier les jeunes. Les réponses fournies ont été publiées dans les médias sociaux et prises en compte dans l'examen national volontaire.



En Sierra Leone, près de 250 élèves d'établissements primaires recevant une assistance du Gouvernement ont été interrogé(e)s au sujet de l'objectif de développement durable n° 4. Avec l'appui du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), une enquête utilisant la technologie U-Report a été menée dont l'objectif était de recueillir les perceptions des jeunes [enfants et jeunes âgé(e)s de 15 à 35 ans] au sujet de l'incidence des objectifs de développement durable dans le pays.

⁴ https://violenceagainstchildren.un.org/sites/violenceagainstchildren.un.org/files/2021/sdgs/vnr_briefing_note_french.pdf.

Participation des enfants aux examens nationaux volontaires



Le Ministère des affaires étrangères, l'Association suédoise pour les Nations Unies et le Conseil national suédois des organisations de jeunes ont travaillé ensemble pour recueillir, en utilisant les médias sociaux, les opinions des jeunes, y compris les enfants, quant à la manière dont le monde devrait procéder pour atteindre les objectifs de développement durable. Les informations ainsi recueillies ont été communiquées tout au long du rapport sur l'examen national volontaire.



D'autres États Membres, dont Chypre, l'Indonésie, le Mexique, la Namibie, le Paraguay et la Tunisie, ont eux aussi indiqué que les enfants avaient contribué à la préparation de l'examen national volontaire ; plusieurs autres ont indiqué que des jeunes avaient participé au processus mais sans mentionner de groupes d'âge, ce qui laisse à penser que des enfants (c'est-à-dire des personnes âgées de moins de 18 ans) en faisaient peut-être partie.

⁵ Colombie, Danemark, Égypte, Iraq, Madagascar, Namibie, Qatar, République démocratique populaire lao, République dominicaine, Sierra Leone, Thaïlande et Uruguay.

Alignement des plans nationaux de développement sur le Programme 2030, en privilégiant la reconstruction en mieux

Un nombre croissant d'États Membres conçoivent leurs plans nationaux de développement pluriannuels et leurs stratégies nationales de développement durable de manière à les aligner sur les objectifs et cibles de développement durable, en s'appropriant davantage l'action menée au titre de ces objectifs au niveau national.



Le troisième examen national volontaire coïncide avec la signature et la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (2021-2025). Ce plan-cadre est guidé par deux principes : ne laisser personne de côté et respecter les droits humains. Il jette les bases d'une collaboration accrue avec les Nations Unies ainsi que d'un renforcement de l'efficacité de l'appui apporté par les entités du système, et se concentre sur la réalisation des objectifs énoncés dans le Programme 2030.



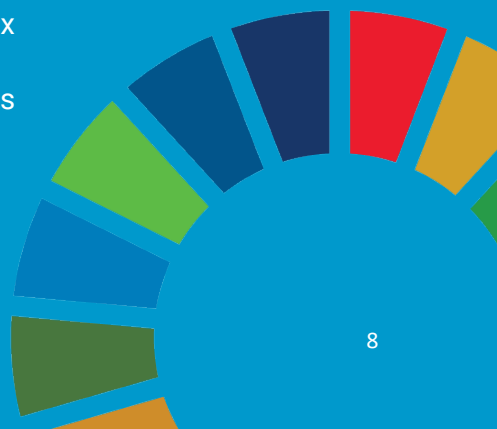
Le Gouvernement du Bhoutan a lancé le douzième Plan quinquennal, qui s'articule sur l'objectif privilégié consistant à œuvrer à l'édification d'« une société juste, harmonieuse et durable grâce à une plus grande décentralisation ». Ce douzième Plan quinquennal a pour pierres angulaires l'indice national de Bonheur national brut et les objectifs de développement durable, et il est aligné sur le Programme 2030. Il représente un pas en avant notable vers l'accomplissement de celui-ci et s'articule sur des priorités telles que le développement socioéconomique durable équitable.



La deuxième Stratégie nationale de développement du Qatar (2018-2022) est axée sur la lutte contre la pauvreté (prévention et protection) grâce à l'élaboration d'une stratégie de protection sociale conforme aux principes et objectifs du Programme 2030. Cette stratégie vise à l'instauration d'un système de protection sociale efficace, qui tienne compte des droits civils, accorde de la valeur à la participation effective au développement de la société et garantisse un revenu suffisant pour préserver la dignité et la santé.



À Cabo Verde, le Plan stratégique de développement durable (2017-2021) a été élaboré conformément aux objectifs de développement durable. Comme il en témoigne, les programmes gouvernementaux récents et à venir – qui s'inscrivent dans la dixième législature – sont parfaitement alignés sur les objectifs. En 2018, le système statistique national a produit 92 indicateurs liés aux objectifs de développement durable, dont 37 (40,2 %) émanaient de l'Institut national de statistique et les 55 autres (59,8 %) d'autres organismes nationaux produisant des informations statistiques.



Renforcer les dispositifs de protection des enfants

La pandémie de COVID-19 a exacerbé la vulnérabilité des enfants à la violence de diverses natures. Les États Membres ont indiqué qu'ils avaient renforcé leurs politiques relatives aux services sociaux destinés aux enfants, en venant en aide aux plus vulnérables.

Plusieurs d'entre eux ont noté que le taux de pauvreté des enfants était souvent supérieur au taux de pauvreté national, ce qui illustre la fragilité des enfants, en particulier en période de crise. Lorsqu'une approche plus intégrée est privilégiée pour atténuer les risques tout au long du cycle de vie, notamment grâce à des systèmes de protection de l'enfance et de protection sociale dotés d'un financement viable, les enfants sont mieux protégés.

Ces politiques de services sociaux contribuent au renforcement d'un environnement protecteur pour les enfants : elles englobent la lutte contre la pauvreté, la promotion du bien-être et de la santé mentale des enfants, le souci de rendre l'éducation plus sûre et plus accessible, le soutien aux parents, la transformation des systèmes de justice pour qu'ils soient mieux adaptés aux enfants, et la facilitation des formalités de déclaration des nouveau-né(e)s. On trouvera ci-après quelques exemples de mesures prises par les gouvernements pour préserver le filet de sécurité sociale, même en période de pandémie.

Plusieurs États Membres ont appelé l'attention sur ceux de leurs cadres politiques et juridiques intégrés axés sur les enfants qui comprennent une composante de protection. Nous avons aussi noté que, dans certains cas, la politique nationale d'ensemble relative aux femmes incluait une solide composante axée sur la protection de l'enfance, mettant en relief les corrélations entre violence à l'égard des femmes et violence contre les enfants.

Cadres juridiques nationaux



En République tchèque, la loi protège les enfants contre les mauvais traitements, l'exploitation et diverses formes de violence. Dans la pratique, les organes de protection de l'enfance sociojuridiques fonctionnent depuis l'échelon municipal jusqu'au niveau national. Reposant sur la Stratégie nationale de protection des droits de l'enfant (2012-2018), le système dans son ensemble s'est transformé de manière positive. Dans le cadre de cette stratégie, des campagnes nationales ont été menées, par exemple « Le droit à l'enfance ». Sont actuellement élaborés des textes législatifs complémentaires pour la période 2021-2029, qui porteront sur la défense de l'intérêt supérieur des enfants, la sécurité dans l'environnement familial et l'égalité des chances pour les enfants défavorisés.

Renforcer les dispositifs de protection des enfants

Cadres juridiques nationaux



Au Danemark, un ensemble de mesures de promotion des droits de l'enfant ont été adoptées, qui portent sur la période 2018-2021 et prévoient l'inclusion et l'autonomisation des enfants. L'une de ces initiatives a pour but de développer le droit des enfants de participer et de se faire entendre dans le cadre du système municipal de services qui leur sont destinés. Une autre initiative a eu pour effet d'élargir les horaires d'ouverture d'une ligne directe réservée aux enfants, qui leur fournit conseils et aide. Une troisième initiative vise à faire en sorte que les enfants aient mieux conscience de leurs droits, à accroître leur résilience et à prévenir les mauvais traitements.



En Espagne, des directives spécifiques sur la protection d'ensemble des enfants et des adolescent(e)s contre la violence seront fournies sur la base de la loi organique 8/2021, qui incluront la promotion de la sensibilisation du public et de la participation active de l'ensemble de la société à la prévention, à la détection et à la dénonciation de ce type de violence. La loi garantit des normes unifiées de protection, ainsi que les mêmes droits, à tous les enfants et adolescent(e)s, indépendamment de leur zone de résidence.

Renforcer les dispositifs de protection des enfants

Protection sociale et réduction de la pauvreté



Le projet Appui à la protection sociale mis en œuvre en Angola renforce les interventions sociales visant à prêter assistance aux personnes en situation de vulnérabilité sociale particulière, comme les personnes âgées, les personnes handicapées, les femmes et les enfants. Le projet a pour but d'aider le Ministère de l'action sociale, de la famille et de la promotion des femmes et les gouvernements des provinces à améliorer les programmes, les politiques et les capacités techniques dans le secteur de la protection sociale.



La Stratégie nationale de développement des services sociaux (2021-2027) de la République d'Azerbaïdjan traduit une approche intégrée des politiques nationales relatives aux services sociaux. La Stratégie dispose que les politiques en question doivent se traduire par l'amélioration de la qualité des services sociaux accessibles aux groupes vulnérables, le renforcement des ressources humaines, l'amélioration des outils de soutien juridique, l'établissement de normes pertinentes, le renforcement des moyens logistiques et l'élargissement du réseau d'institutions chargées des services sociaux, tout en tirant parti de l'expérience acquise à l'échelle internationale et des technologies novatrices.



La lutte contre la pauvreté et la faim, ainsi que l'investissement dans le capital humain, sont des priorités du Gouvernement de Cabo Verde. Compte tenu du taux élevé de pauvreté parmi les enfants et les jeunes et sachant que 40 % de la population est âgée de moins de 15 ans, les pouvoirs publics ont pris en 2021 des mesures d'atténuation. Le revenu d'inclusion sociale est désormais octroyé à 29 000 familles démunies supplémentaires. En outre, le document stratégique relatif à la sécurité alimentaire et nutritionnel a été actualisé en 2014. En 2013, le Conseil national de sécurité alimentaire et nutritionnel avait été créé et, en 2018, un décret portant sur le droit humain à une alimentation adéquate a été adopté ; enfin, les programmes nationaux de repas scolaires sont opérationnels.



Depuis le dix-huitième Congrès national du Parti communiste chinois, le Parti et le Gouvernement accordent une priorité élevée à l'élimination de l'extrême pauvreté et à l'édification d'une société modérément prospère. La cible fixée dans la Décision relative à la victoire dans la lutte contre la pauvreté, adoptée en novembre 2015, était la suivante : en 2020, toutes les personnes vivant dans la pauvreté en zone rurale auraient un accès fiable à l'alimentation, à l'habillement, à l'instruction obligatoire, aux soins de santé de base et à un hébergement sûr, et toutes les personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté, ainsi que tous les districts touchés par la pauvreté figurant sur la liste nationale, seraient soustraits à la pauvreté. Cette cible a été atteinte à la fin de 2020, comme prévu.

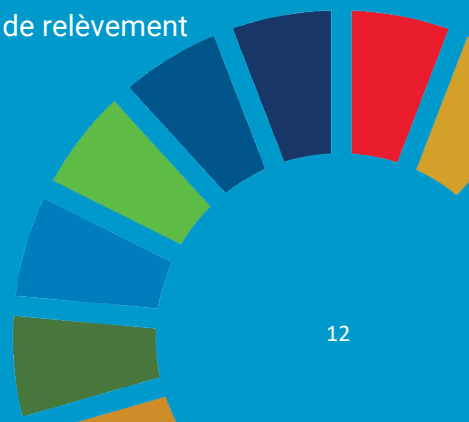


En mai 2021, le Gouvernement et le Parlement danois ont approuvé la réforme intitulée « Les enfants d'abord », qui prévoit une amélioration de l'assistance prêté aux enfants et aux familles vulnérables par rapport à la politique précédemment en vigueur. Il est prévu d'allouer des ressources financières supplémentaires de 2 milliards de couronnes danoises à la mise en place de cette politique pendant la période 2022-2025 et, une fois qu'elle sera pleinement appliquée, des ressources annuelles de 734 millions de couronnes danoises y seront allouées. Les mesures prévues incluent une proposition de loi relative à l'enfance, grâce à laquelle la voix des enfants sera mieux entendue.



En période de pandémie de COVID-19, le Gouvernement indonésien a fait exécuter le Programme national de relèvement économique. La réponse du Gouvernement incluait le renforcement des programmes d'assistance sociale existants, la création de programmes spéciaux, et une assistance indirecte aux personnes démunies au moyen de divers programmes de relèvement économique.

⁶ Le Programme Espoir familial a été mis en œuvre dès 2007. Il s'agit d'un programme de transferts monétaires soumis à conditions qui cible désormais 10 millions de familles. Le budget alloué à ce programme est passé de 19 000 milliards de rupiah indonésiennes en 2018 à 29 000 milliards de rupiah (soit 2 milliards de dollars des États-Unis) en 2019. Les conditions applicables et le montant des allocations versées personnes âgées et aux personnes handicapées ont été déterminés pour la première fois dans le règlement n° 1 du Ministère des affaires sociales (2018), en complément de ce qui avait déjà été déterminé pour les femmes enceintes et les enfants.





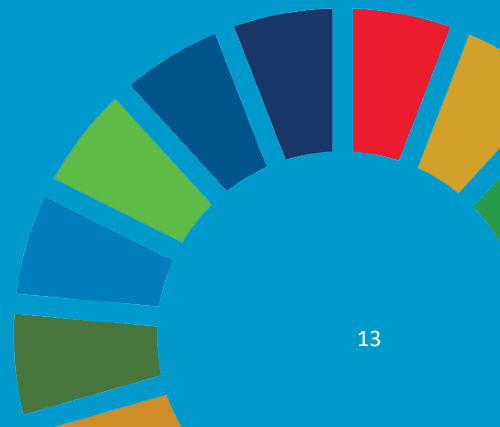
Le Gouvernement malaisien a conscience que la pauvreté est multidimensionnelle et que les transferts monétaires ne peuvent à eux seuls mettre fin au cycle de la pauvreté à long terme. En 2016, il a instauré l'indice de pauvreté multidimensionnelle pour mesurer la pauvreté dans une perspective plus inclusive, prenant en compte l'éducation, la santé, le niveau de vie et les revenus. Le Ministère de la santé a engagé diverses interventions à dimension nutritionnelle pour les enfants et les adolescent(e)s scolarisé(e)s grâce à une collaboration avec des organismes multisectoriels. En 2019, le Ministère de la santé et le Ministère de l'éducation ont piloté le Programme de petits déjeuners gratuits, l'objectif étant de servir chaque jour un repas nutritif à l'ensemble des élèves du primaire ; ce programme a été incorporé au Programme d'alimentation complémentaire destiné aux familles à faible revenu.



Le deuxième Plan de prospérité Harambee, lancé en 2021 en Namibie, propose des mesures stratégiques pour donner aux individus des moyens d'agir et soutenir les personnes démunies et les plus vulnérables. La Politique de protection sociale et le schéma directeur pour la redistribution des richesses et l'élimination de la pauvreté sont en place aux fins de la lutte contre la pauvreté. La Politique de protection sociale de 2021 vise à renforcer le système de protection sociale existant, et l'autonomisation des femmes, des filles et des personnes handicapées constitue une priorité pour le pays. Des mesures spécifiques seront prises pour renforcer les espaces d'apprentissage en ligne proposés aux enfants présentant un handicap physique ou intellectuel ou des besoins spéciaux.



Au Niger, le taux de couverture des services de protection sociale est passé de 3 % en 2012 à 28,75 % en 2018, en raison de la mise en œuvre déterminée de politiques prévoyant notamment des soins de santé gratuits pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans. La deuxième phase de l'« Initiative 3N » couvre la période 2016-2020 et se concentre sur l'accomplissement de l'objectif « Faim zéro en 2021 ». En outre, le Gouvernement a sensibilisé les communautés à la question de la malnutrition pour renforcer leur mobilisation dans le cadre de la lutte contre ce fléau. L'insécurité qui règne dans certaines régions et la pauvreté sont les causes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dont souffrent en particulier les enfants de moins de 5 ans.





Au Paraguay, le Système de protection sociale « Vamos » suit une approche fondée sur les droits dans le but d'améliorer la qualité de la vie et de renforcer la protection de tous les individus. Ce système représente une avancée en matière de coordination entre plus d'une trentaine d'institutions publiques, l'objectif étant d'accroître la transparence et d'améliorer la qualité et la gestion des services, ainsi que les avantages et la protection dont bénéficient les familles et la communauté.



Entre 2015 et 2019, au Qatar, le nombre de bénéficiaires des programmes d'aide sociale a augmenté de 50 %. Les catégories de bénéficiaires incluent les veuves et les veufs, les femmes divorcées, les personnes âgées, les personnes handicapées, les personnes qui ne sont pas en mesure de travailler, les familles défavorisées, les orphelin(e)s et d'autres groupes vulnérables de la société. La Stratégie pour le secteur de la protection sociale (2018-2022) vise à doter le système de protection sociale de ressources viables, de telle sorte qu'aucun(e) citoyen(ne) ne soit laissé(e) de côté.



L'Uruguay a adopté une approche de la politique sociale qui vise à servir les groupes de population les plus vulnérables. Le Gouvernement a mis en place un cadre réglementaire de vaste portée qui englobe divers droits liés à la santé et se concentre principalement sur la protection de groupes vulnérables tels que les enfants et les adolescent(e)s, les femmes (notamment leurs droits en matière de sexualité et de reproduction), les personnes handicapées et les personnes d'ascendance africaine, entre autres.



Le Gouvernement égyptien a porté à l'échelle supérieure les programmes de protection sociale et les filets de sécurité afin d'accroître la couverture des plus vulnérables. La proportion du budget total du pays qui est consacrée aux services de base est passée de 13,6 % en 2018 à 29,8 % en 2020.

Les efforts déployés aux fins de la réduction de la pauvreté ne se limitent pas aux filets de sécurité sociale mais incluent aussi des subventions accordées aux ménages pour l'alimentation, l'électricité et le gaz ; l'ensemble contribue à réduire les inégalités de revenus. Le groupe a engagé une étude de terrain sur la santé mentale et les niveaux de stress des enfants et des jeunes à San Sai, à laquelle ont participé 289 personnes âgées de 11 à 25 ans.

Ultérieurement, une consultation a été organisée avec les organismes compétents pour permettre de régler ce problème sur la base d'une planification intégrée, l'objectif étant d'élaborer des plans devant aboutir à la mise en place d'un dispositif de soutien en matière de santé mentale.



Accès à la couverture sanitaire universelle : d'autres États Membres, dont les Îles Marshall, le Japon, Madagascar, la Norvège et la République démocratique populaire lao, ont mentionné l'importance de la couverture sanitaire universelle pour tous les individus, dans le cadre d'une protection sociale renforcée. Les États Membres ont noté que la couverture sanitaire universelle devait être exhaustive et inclure toute une gamme de services connexes, s'agissant notamment de la santé mentale et de la santé sexuelle et reproductive.



ODD 3

Soins destinés à assurer le bien-être mental des enfants



Antigua-et-Barbuda a instauré un programme de soutien psychosocial dans les écoles, dans le souci de prendre soin de la santé psychologique des élèves ; les enseignants ont reçu une formation et des outils leur ont été fournis, qui leur permettent d'apporter un soutien aux élèves qui en ont besoin.



Le Gouvernement de la République démocratique populaire lao est attentif à la santé mentale de l'ensemble des citoyen(ne)s en raison des répercussions de catastrophes naturelles récentes, et désormais de la pandémie de COVID-19. En cette période de relèvement, le Gouvernement travaille avec ses partenaires pour faire en sorte qu'un nombre suffisant de soignant(e)s compétent(e)s en matière de santé mentale puisse faire face à l'augmentation brutale des demandes. Parmi les investissements supplémentaires qui ont été consentis dans ce domaine, on peut citer le service SOS de l'Union des femmes lao, qui dispense des conseils gratuitement, et la ligne directe, sur le même modèle, de l'Union des jeunes lao.



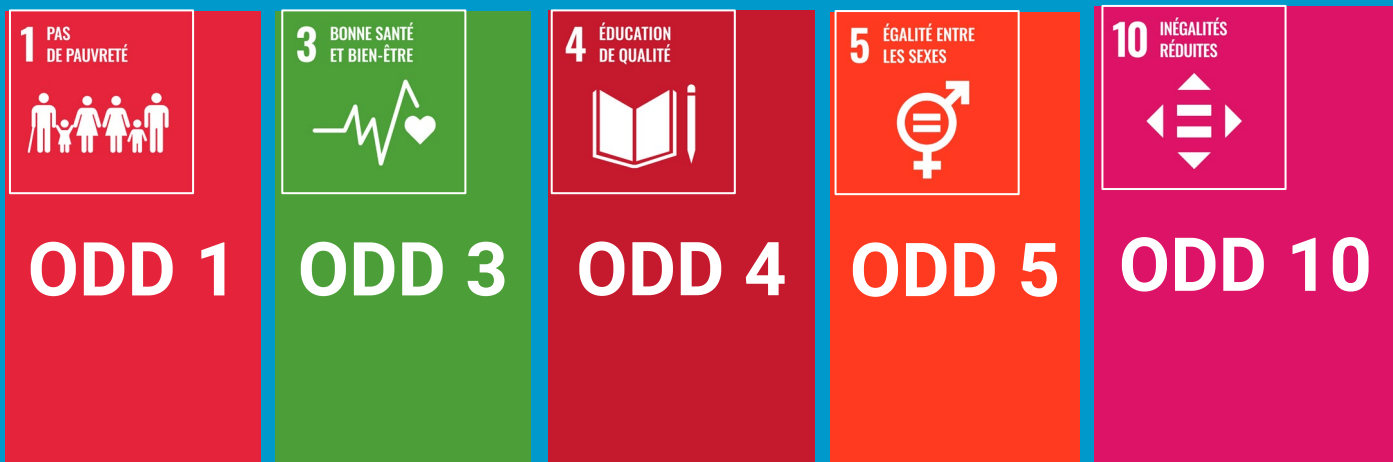
Depuis le début de la pandémie, le San Sai Nam Nueng, qui agit en partenariat avec le Groupe de travail de santé publique San Sai et Volunteer Service Overseas Thailand, a constaté que la pandémie avait entraîné une augmentation du nombre de cas de dépression parmi les jeunes et les enfants de la région. C'est la conséquence d'un stress accru, de problèmes psychologiques, de problèmes relationnels et familiaux et de difficultés financières.

⁷ Le groupe San Sai Nam Nueng a été fondé en 2008 à l'intention des enfants et des jeunes de 18 villages de San Sai tambon, Fang amphoe et Chiang Mai.



En 2021, le Gouvernement zimbabwéen a alloué 13 % du budget national au Ministère de la santé et des soins à l'enfant. Dans les cycles primaire et secondaire, la Stratégie d'autonomisation pour l'enseignement des compétences de base en milieu scolaire (2020-2025) est en cours d'exécution. Elle aborde un large éventail de problèmes psychosociaux, notamment la violence fondée sur le genre, et des améliorations sont actuellement apportées à la mise en œuvre en milieu scolaire du Protocole sur la gestion multisectorielle des abus et de la violence sexuels au Zimbabwe (2012).

Appui aux parents et aux familles



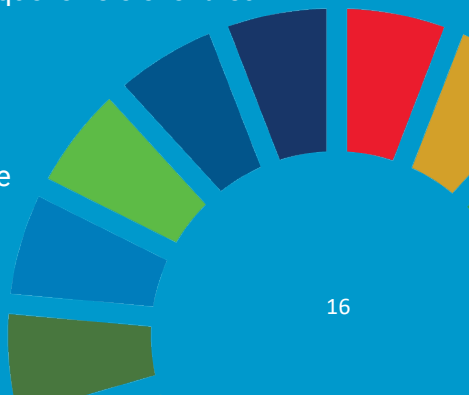
Le Service de psychologie éducative de Chypre a mis au point des supports pédagogiques à l'intention des établissements scolaires et des parents afin de favoriser une éducation de qualité et d'atténuer les répercussions de la pandémie. Le service en question propose à la plupart de son personnel une formation axée sur les interventions en cas de crise dans les établissements scolaires, conçue et dispensée par l'International School Psychology Association.



En août 2018, le Gouvernement suédois a adopté une nouvelle Stratégie nationale de développement de l'appui aux parents, qui a pour but de promouvoir la santé et le développement des enfants. Cette stratégie met l'accent sur un soutien universel, dont tous les parents bénéficient, tout en incluant un appui particulier à ceux dont les enfants font partie de groupes exposés à des risques ou qui souffrent de problèmes nécessitant un traitement urgent. L'objectif est de faire en sorte que l'ensemble des parents aient accès à cet appui tout au long de la période durant laquelle ils élèvent leur enfant.



En Uruguay, le Programme pour des familles solides de l'Organisation panaméricaine de la santé associe les familles à des interventions de prévention primaire menées auprès des adolescent(e)s et des jeunes afin de prévenir les comportements dangereux, tels que l'usage de substances, l'agression et la violence, ou l'automutilation et le suicide.



ODD 16

Accès aux dispositifs de signalement et d'aiguillage

Les États Membres ont fait état de la vulnérabilité accrue des enfants à la violence en raison du confinement et des mesures de restriction des déplacements en période de pandémie, ainsi que de la nécessité d'améliorer l'accès aux services de signalement et d'orientation.



En Angola, la ligne directe SOS Criança 15015 a été activée en juin 2020, en partenariat avec l'Institut national pour l'enfance ; ce dispositif permet de signaler les cas de violence contre les enfants.



En 2019, le Comité national pour le bien-être des femmes et des enfants, ainsi que des Comités municipaux pour les femmes et les enfants, ont été établis dans l'ensemble des 20 districts et des quatre municipalités du Bhoutan. Une ligne directe (1098) destinée aux femmes et aux enfants se trouvant dans des circonstances difficiles a été inaugurée en octobre 2018 : les interlocuteur(rice)s fournissent des conseils, ainsi que des services juridiques, et orientent les appelant(e)s vers des structures appropriées, de façon immédiate et 24 heures sur 24.



D'autres États Membres, dont Madagascar, la Malaisie, la République démocratique populaire lao, Saint-Martin, la Sierra Leone et la Suède ont mentionné l'importance des services et lignes directes de proximité, en ce qu'ils donnent accès aux dispositifs de signalement et d'aiguillage vers des structures appropriées.



ODD 4

Des établissements scolaires plus sûrs et plus accessibles pour tou(te)s

En outre, nombre de rapports ont fait apparaître que la question du fossé numérique avait été accentuée par la pandémie, ce qui avait rendu nécessaire pour les enfants de passer à l'apprentissage à distance. La réflexion engagée au sujet des possibilités offertes de remédier aux disparités en matière d'accès aux ressources numériques doit aussi être l'occasion de recenser et de prendre en compte le risque d'exposition accrue des enfants aux diverses formes que revêt la violence en ligne.



Depuis 2013, en Chine, 108 000 établissements scolaires dispensant une instruction obligatoire dans des zones démunies ont été rénovés, ce qui a rendu possible pour tous les enfants d'âge scolaire résidant dans ces zones de suivre un enseignement primaire ou d'être accueillis en crèche dans leur village.



En Namibie, la part élevée du budget qui est allouée au secteur de l'éducation est le reflet de la priorité accordée par le Gouvernement à l'enseignement primaire gratuit. Le Cadre national pour des établissements scolaires sûrs a été instauré en septembre 2018. La politique de subventionnement gratuit appuie le financement sur une base continue des établissements primaires et secondaires existants, afin que l'éducation soit universelle.



À tous les niveaux, les programmes éducatifs privilégient l'approche fondée sur les droits et la promotion d'un traitement bienveillant des femmes comme des hommes et l'égalité femmes-hommes, l'accent étant mis sur la prévention de la violence contre les enfants et les femmes, ainsi que sur la prévention et l'élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée. En outre, le projet de loi 134, qui devrait aboutir à l'inscription de l'éducation aux droits de la personne en tant que discipline de l'enseignement général dans le système éducatif est en cours d'examen.



En Tunisie, les conditions sociales difficiles et la pauvreté sont les principales raisons qui expliquent que les enfants soient contraints d'abandonner leur scolarité. Une « école de la seconde chance » a vu le jour en mars 2021, destinée aux enfants âgés de 12 à 18 ans, qui ont été déscolarisés sans obtenir de certificat d'étude ni de diplôme sanctionnant une formation professionnelle. Ce programme sera étendu petit à petit à l'échelle du pays.



L'éducation de qualité inclusive et équitable pour tou(te)s est une priorité pour le Gouvernement zimbabwéen. La loi relative à l'éducation récemment promulguée (le 6 mars 2021) se traduit par des changements conformes à la nouvelle Constitution et aux dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant. La principale modification entrée en vigueur est la suivante : l'enseignement élémentaire est gratuit pour tous les enfants, depuis la petite enfance jusqu'au cycle secondaire.



ODD 16 Enregistrement des naissances

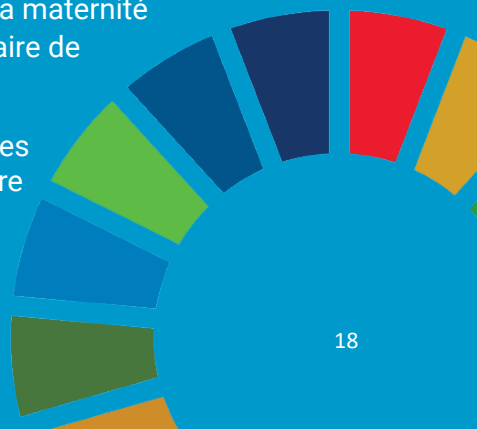
L'enregistrement des naissances ouvre droit à diverses formes de services et de protection des enfants sur le plan social, assurés par les systèmes sanitaires, éducatif et judiciaire. Les enfants dont la naissance n'a pas été enregistrée courent donc un risque plus élevé d'être exclus de la société. Les États Membres ont noté que la pandémie dressait davantage d'obstacles encore à l'accès aux services de base pour celles et ceux qui n'avaient pas été enregistré(e)s à la naissance.



L'enregistrement tardif des enfants après la naissance constituait un défi que Cabo Verde a relevé. En 2019, 99 % des enfants de moins de 5 ans avaient été inscrits sur le registre de l'état-civil. On note toutefois qu'il est parfois difficile de se procurer un acte de naissance, une carte d'identité ou d'autres documents. Les nouveau-né(e)s sont enregistré(e)s à l'hôpital ou à la maternité immédiatement après la naissance par un(e) fonctionnaire de l'état-civil, ce qui réduit les risques de retard.



En Indonésie, en 2020, l'acte de naissance de 88,11 % des enfants âgés de 0 à 17 ans avait été inscrit sur le registre de l'état-civil. La loi relative à l'administration de la population garantit la délivrance gratuite d'un acte de naissance. Toutefois, il demeure difficile pour les ménages les plus démunis de faire enregistrer les nouveau-né(e)s.



On note un ralentissement du taux d'enregistrement des naissances des enfants âgés de moins de 5 ans et de moins d'un an. En 2020, un acte de naissance n'avait été délivré que pour 77,2 % des enfants âgés de moins de 5 ans et ce pourcentage était encore inférieur dans les zones rurales. Après le déclenchement de la pandémie, le Gouvernement a donné pour instruction à tous les bureaux d'enregistrement du pays de privilégier les services en ligne.



ODD 16 Des systèmes judiciaires tenant compte des enfants et de la problématique femmes-hommes



Il reste difficile pour les enfants de défendre leurs droits devant les tribunaux du Bhoutan, car seule la cour de district de Thimphu traite les affaires intéressant la famille et les enfants. À l'extérieur de la capitale, l'infrastructure nécessaire pour administrer la justice pour enfants fait défaut dans les tribunaux. Pour combler cette lacune critique, les organismes compétents du secteur de la justice ont mis au point un document directif relatif à la justice pour enfants, qui énonce un certain nombre de mesures concrètes qui devraient conduire à l'instauration d'un système fonctionnel. Un plan d'action pour la justice pour enfants, très complet, a également été conçu.



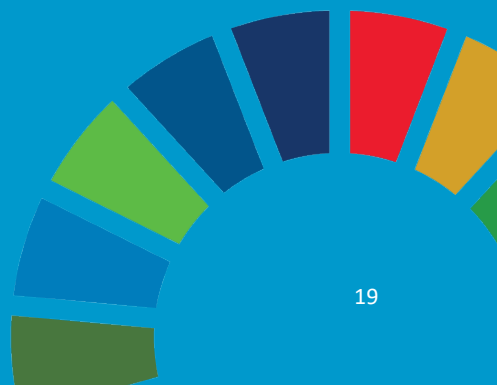
En 2014, le Bureau du Procureur général de Cuba a mis en service une ligne téléphonique au moyen de laquelle des procureurs et du personnel spécialisé proposent des conseils juridiques et reçoivent des plaintes relatives à différentes questions, y compris la violence à l'encontre des femmes et des filles.



En septembre 2020, des unités opérationnelles spécialisées qui enquêtent exclusivement sur les affaires de violence dans la famille ont été créées dans toutes les divisions de la police. L'instauration de ces unités avait pour objet de renforcer la spécialisation et les compétences de la police en matière de violence dans la famille. L'adoption de nouvelles technologies au bénéfice des victimes de violence dans la famille et de femmes exposées à des dangers a été accélérée. La police chypriote met actuellement au point une application en ligne, avec pour objectif de renforcer l'aide apportée aux victimes de violence domestique.



Dans le cadre du nouvel accord pluriannuel, le Gouvernement danois met actuellement en place une unité d'enquête nationale qui réunira les compétences les plus spécialisées en matière de police et de poursuites judiciaires, afin de renforcer l'efficacité des enquêtes portant sur la criminalité organisée, notamment la traite et le trafic illicite d'êtres humains.



ODD 16

Des systèmes judiciaires tenant compte des enfants et de la problématique femmes-hommes



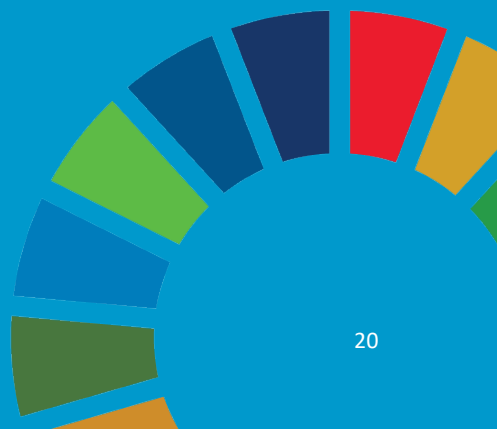
En Indonésie, la surpopulation carcérale constitue l'un des facteurs de risque de contracter la COVID-19 ; pourtant, depuis le déclenchement de la pandémie, 1 660 enfants ont dû purger la peine d'emprisonnement qui leur avait été infligée. En juin 2020, pour atténuer le risque de contamination, 992 enfants ont été libérés, soit la moitié de ceux qui se trouvaient en détention ou incarcérés. S'agissant de la protection des enfants en conflit avec la loi, le Gouvernement a promulgué une politique relative aux droits des enfants victimes ou témoins. Outre la protection des droits fondamentaux de la personne, cette politique garantit que les enfants victimes ou témoins ont accès aux services médicaux et de réadaptation sociale tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'institution – leur sécurité physique, mentale et sociale étant ainsi préservée – mais aussi à l'information relative à la progression du traitement de leur dossier.



L'Institut de médecine légale du Nicaragua fournit des services à la Clinique spécifiquement créée pour faciliter et accélérer les soins médicaux, le soutien psychologique et les mesures de protection personnelle destinés aux femmes, aux filles et aux adolescentes victimes de violence. Une série de protocoles a été approuvée, pour venir en aide aux enfants en contact avec le système judiciaire.



Le service d'aide juridique de Sierra Leone, créé en 2015, axe ses interventions sur la promotion de l'accès à la justice des personnes défavorisées, y compris les mineur(e)s, tant en période de détention provisoire que dans les établissements pénitentiaires, en leur fournissant une représentation juridique gratuite, des conseils d'ordre juridique et des services connexes. Les mineur(e)s et les personnes handicapées sont automatiquement pris(es) en charge dans le cadre du programme. L'action du service d'aide juridique est essentielle en ce qu'il améliore la protection des groupes vulnérables.



Gestion des formes et contextes de violence spécifiques

Les diverses formes de violence contre les enfants sont mentionnées à diverses reprises dans les objectifs de développement durable, assorties de cibles clés ; on trouvera ci-après certains exemples de la manière dont les États Membres se sont employés à y faire face.



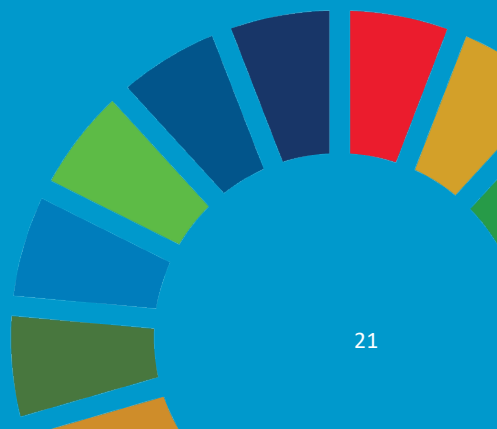
ODD 4 Violence en milieu éducatif, y compris le harcèlement entre élèves



La Stratégie nationale pour la prévention et la gestion de la violence en milieu scolaire (2018-2022) a été adoptée et des programmes de prévention du harcèlement entre élèves ont été exécutés dans 20 établissements.



Dans le prolongement de l'enquête sur la santé des élèves menée dans l'ensemble des établissements scolaires et de l'étude sur le comportement sanitaire des enfants scolarisés menée en 2019, le Gouvernement de la République démocratique populaire lao a intensifié la lutte contre le harcèlement entre élèves à l'école. La Commission nationale pour la promotion des femmes, des mères et des enfants, en partenariat avec le Ministère de l'éducation et des sports, a élaboré une directive nationale sur la prévention de la violence contre les enfants dans les établissements scolaires et sur l'action à mener à cet égard, qui a été approuvée à la fin de 2020 par le Vice-Premier Ministre compétent.



Violence fondée sur le genre, violence domestique et pratiques néfastes, y compris les mutilations génitales féminines et le mariage d'enfants



ODD 5



ODD 16

Outre les exemples qui suivent, les États Membres ont également fait état de réformes législatives érigeant en infractions la violence fondée sur le genre et la violence domestique, ainsi que de l'adoption de stratégies relatives à la santé sexuelle et reproductive des adolescent(e)s, mettant en relief les corrélations entre la violence fondée sur le genre et la violence contre les enfants.



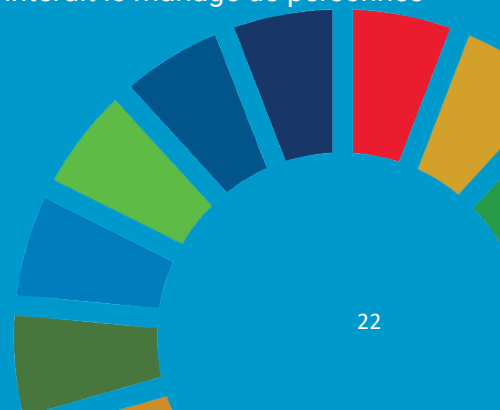
Les efforts concrets consentis par le Gouvernement tchadien incluent l'adoption de la Politique nationale en matière de problématique femmes-hommes, accompagnée d'un Plan d'action national, pour 2019-2023 ; de la Stratégie nationale de lutte contre la violence fondée sur le genre ; de la loi portant interdiction du mariage d'enfants ; d'une décision rendant obligatoire la création de la station de radio « La voix des femmes tchadiennes », hébergée dans les locaux de la Maison nationale des femmes ; du Plan par étapes de lutte contre le mariage d'enfants (2019-2021).



En 2019, dans le cadre de l'action menée par le Gouvernement danois pour lutter contre la violence à l'égard des femmes et des filles, la violence psychologique a été érigée en infraction au même titre que la violence physique.



Dans le cadre des efforts déployés pour lutter contre la pauvreté multidimensionnelle, le Gouvernement de la République dominicaine s'emploie à réduire le nombre de mariages d'enfants et d'unions précoces. La loi 1-21, promulguée par le pouvoir exécutif le 6 janvier 2021, interdit le mariage de personnes âgées de moins de 18 ans.





L'Égypte accorde une attention particulière à l'élimination des mutilations génitales féminines, au moyen d'interventions d'ordre juridique et de campagnes de sensibilisation. Le Comité national pour l'élimination des mutilations génitales féminines a été établi en mai 2019. Ses membres incluent des représentant(e)s des ministères compétents, des autorités judiciaires, d'Al-Azhar, des Églises égyptiennes et d'organisations de la société civile, et les partenaires de développement lui apportent leur coopération. En 2021, le Sénat a approuvé un projet de loi visant à modifier les dispositions du Code pénal concernées, afin d'aggraver les peines prononcées en cas de mutilations génitales féminines. En outre, une campagne de porte-à-porte a été lancée par le Conseil national des femmes, avec pour but d'éliminer les mutilations génitales féminines, et ce sont 13 millions de personnes qui ont ainsi été sensibilisées. La campagne intitulée « Protégez-la contre l'excision », lancée par le Conseil national pour les femmes, a permis de sensibiliser 18 millions de personnes rien qu'en 2020. Cette campagne vise à familiariser les femmes et les familles des zones rurales et urbaines aux dangers que présentent les mutilations génitales féminines et aux effets préjudiciables qu'elles ont sur le bien-être des filles.



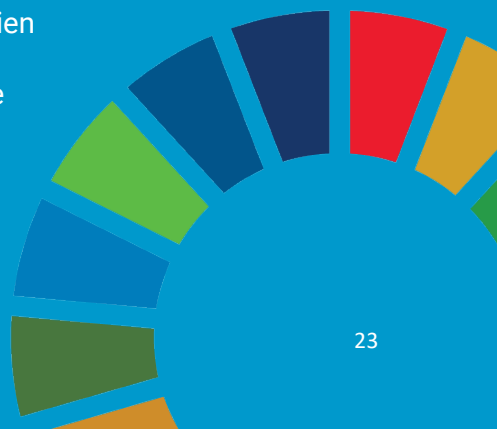
Une étude sur les répercussions de la pandémie sur la violence fondée sur le genre a été menée en Iraq par le Département de la promotion de la femme du Secrétariat général du Conseil des ministres, en coopération avec le Fonds des Nations Unies pour la population. Cette étude a fait apparaître que les principales formes de violence fondée sur le genre étaient la violence domestique, le viol, le harcèlement sexuel des mineur(e)s et les mauvais traitements infligés par le conjoint, conduisant au suicide.



À Madagascar, en janvier 2020, la loi N2019-008 a porté l'âge légal du mariage à 18 ans, tant pour les garçons que pour les filles. Le projet de décret devant aboutir à la promulgation de cette loi, ainsi que la révision du décret relatif à la création de la plateforme de lutte contre la violence fondée sur le genre, sont en cours d'examen par la Commission pour la réforme du système pénal.



Préoccupé par le lien entre éducation, mariage d'enfants et violence fondée sur le genre, le Gouvernement nigérien déploie des efforts considérables pour maintenir les filles à l'école, l'éducation étant gratuite jusqu'à l'âge de 16 ans, et pour promouvoir l'utilisation de la contraception moderne pour faire reculer le taux élevé de grossesses d'adolescentes.





En Sierra Leone, le projet de loi relatif à l'interdiction du mariage d'enfants, prévoyant d'ériger en infraction tous les mariages de ce type, a été adopté à la fin de 2020. Ces deux dernières années, la campagne « Pas touche à nos filles ! » a été lancée avec la participation active des chefs traditionnels et religieux. La loi relative aux droits de l'enfant (2007) a été réexaminée. À l'issue de l'examen national volontaire, il a été fait état d'une réduction significative du nombre des grossesses chez les adolescentes, fruit des travaux du Secrétariat national pour la réduction du nombre des grossesses chez les adolescentes et de la campagne menée dans les médias.



Le Gouvernement suédois a établi un centre national spécialisé dans la lutte contre la violence et l'oppression liées à l'honneur. En 2019, les règles applicables aux mariages d'enfants étrangers ont été rendues plus strictes. En 2020, le mariage d'enfants a été érigé en délit et il est désormais interdit de quitter le pays dans certaines circonstances, l'objectif étant de protéger les enfants risquant d'être contraints de se marier ou de subir des mutilations génitales à l'étranger. Le Gouvernement mettra au point des indicateurs relatifs au suivi de l'action menée au titre de la violence et de l'oppression liées à l'honneur, qui permettront de suivre les progrès réalisés au titre de la cible 5.3 au niveau national.



La Constitution de 2013 interdit le mariage d'enfants et le projet de loi sur l'harmonisation des mariages, adopté en 2018, met en conformité la législation relative aux mariages avec la Constitution. Le Gouvernement a engagé un dialogue avec les organisations confessionnelles et les chefs traditionnels pour sensibiliser aux dispositions constitutionnelles visant à mettre fin aux mariages d'enfants. Les chefs traditionnels ont publié leur propre communiqué, dans lequel ils se sont engagés à mettre fin aux mariages d'enfants.

Traite des enfants



ODD 5



ODD 8



ODD 16



Entre 2015 et 2020, le nombre de cas de traite des êtres humains dont il a été fait état en Bolivie a diminué en raison des mesures prises – sensibilisation, identification et signalement ; soins et protection dispensés aux victimes. En application des protocoles établis et au moyen d'une coordination interinstitutionnelle, les victimes ont accès à des services de réinsertion sociale et de suivi, et les policiers et procureurs reçoivent une formation aux aspects opérationnels des enquêtes menées au sujet de ces infractions.



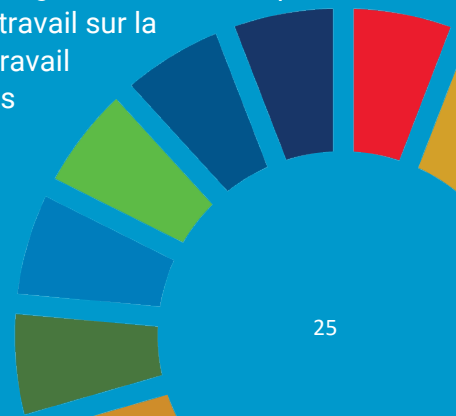
En Égypte, le Comité national de coordination de la lutte contre les migrations illégales et la traite des êtres humains et de la prévention en la matière a lancé le deuxième volet de la campagne nationale intitulée « Ensemble contre la traite des êtres humains » en 2020. Cette campagne exhorte les citoyen(ne)s à signaler les cas de traite en appelant les lignes directes mises en place à cet effet par le Conseil national pour l'enfance et la maternité, le Conseil national pour les femmes et le Conseil national des droits humains, ou en informant les autorités.



En 2018, la Namibie a adopté une loi générale relative à la traite des personnes, ainsi que la réglementation y associée, pour donner effet au Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants.



L'Institut allemand des droits de l'homme élabore un schéma directeur qui sera applicable à la gestion de la violence fondée sur le genre et de la traite des êtres humains par des organismes nationaux indépendants, chargés de rendre compte de la situation à ces deux égards. En 2017, le Groupe de travail sur la traite des êtres humains aux fins de l'exploitation par le travail avait élaboré une stratégie commune pour obtenir que les accords et conventions internationaux soient appliqués de façon continue. Le Centre national de services contre l'exploitation par le travail, le travail forcé et la traite des êtres humains coordonne les activités menées à ces divers titres à l'échelle du pays. En outre, une loi relative à la violence sexuelle contre les enfants a été adoptée.

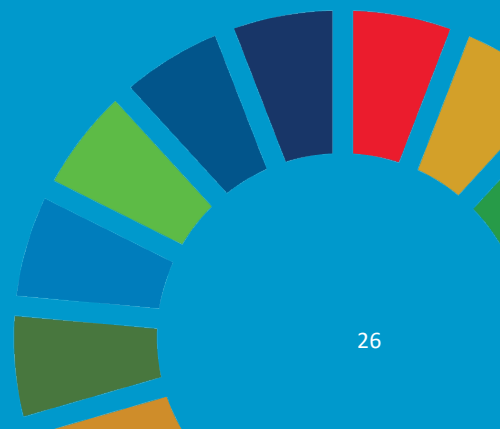




L'Espagne a promulgué une loi générale contre la traite des êtres humains sous toutes ses formes, qui établit un certain nombre de mesures propres à promouvoir la protection, la prévention et la réparation.



La Tunisie a adopté la loi organique n° 2016-61 (2016) sur la prévention de la traite des personnes et la lutte contre ce fléau, qui vise à prévenir et réprimer toutes les formes d'exploitation, en particulier des femmes et des enfants. Il s'agit de promouvoir la coordination nationale et la coopération internationale dans ce domaine. Une institution chargée de la lutte contre la traite des personnes a été créée.



Violence contre les enfants en ligne



ODD 9



ODD 16



ODD 17

Les États Membres ont noté que depuis le déclenchement de la pandémie, les enfants avaient dû s'orienter vers l'espace virtuel, notamment pour leur éducation et leur interaction avec leurs pairs. Bien que l'activité en ligne des enfants se soit notablement intensifiée, seuls quelques rapports ont fait état de mesures de protection et de sauvegarde.

Au Mexique, la réforme de la loi générale relative à une vie à l'abri de toute violence pour les femmes et celle du Code pénal fédéral ont eu pour effet d'ériger en infraction la violence numérique et dans les médias, la violation de l'intimité sexuelle constituant désormais également une infraction.



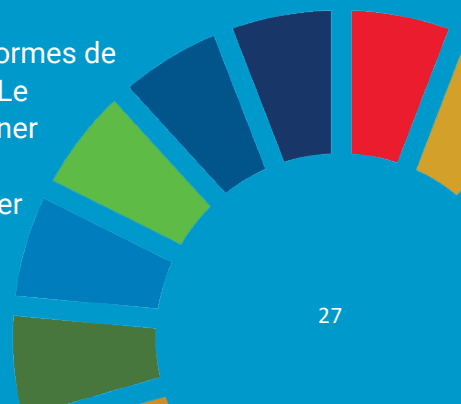
À Saint-Marin, la loi n° 16 de février 2021, intitulée « Modifications du Code pénal : Introduction du délit de dissémination illicite d'images ou de vidéos sexuellement explicites (vengeance pornographique) » a été approuvée. Cette loi érige en délit la diffusion illicite d'images ou de vidéos sexuellement explicites, souvent désignées par l'expression « vengeance pornographique ».



ODD 8 Travail des enfants

Il est encourageant que les États Membres aient été plus nombreux que dans le passé à consacrer une partie de leur examen national volontaire, en 2021, au travail des enfants. Les dernières estimations mondiales suggèrent que la situation en matière de travail des enfants s'aggrave pour la première fois depuis deux décennies. Les États Membres ont décrit les tendances en la matière, ainsi que les initiatives engagées pour lutter contre ce fléau.

Le travail des enfants et la négligence sont les principales formes de violence contre les enfants dont il a été fait état en Angola. Le Gouvernement est résolu à prendre des mesures pour éliminer le travail forcé, les formes modernes d'esclavage et la traite des êtres humains. Il s'est donné pour objectif de promulguer d'ici à 2025 le cadre juridique visant à interdire et éliminer les pires formes de travail des enfants, y compris le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats, et à mettre un terme à toutes les formes de travail des enfants.





En 2019, 39 % des enfants âgés de 5 à 17 ans participaient à une activité économique ou à des tâches ménagères, contre 51,5 % en 2015. Ce déclin est le reflet des progrès notables obtenus sur la voie de l'élimination du travail des enfants, notamment le suivi très étroit et la mise en œuvre des mesures contraignantes adoptées par les pouvoirs publics. On enregistre des taux plus élevés de travail des enfants parmi les filles que parmi les garçons, et dans les zones rurales en comparaison des zones urbaines. En 2018, l'intensification de l'action menée dans ce domaine a conduit à ériger officiellement en infraction la traite des êtres humains, y compris l'exploitation sexuelle et par le travail.



Diverses stratégies ont été adoptées pour mettre fin à toutes les formes de travail des enfants, notamment l'instauration d'un Système d'information intégré pour le recensement, la consignation et l'élimination des cas de travail des enfants, ainsi que des pires formes de travail des enfants, sous l'autorité du Ministère du travail. Ce système consiste en un cadre de base permettant de mettre au point des mesures interinstitutionnelles pour régler ce problème. En 2020, il a permis de recenser quelque 1 134 000 enfants et adolescent(e)s qui avaient subi des violations de leurs droits.



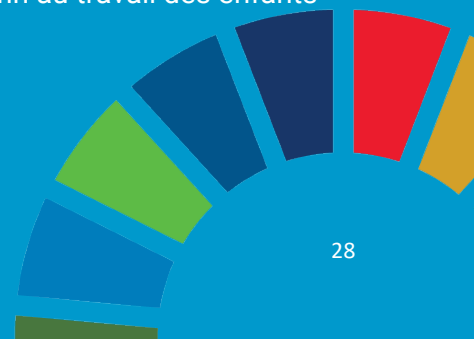
À Madagascar, on s'emploie depuis 2016 à mettre fin au travail des enfants au moyen de diverses activités – renforcement des capacités dans 32 communes de la région de Sava ; campagne menée en 2018-2020 contre la traite ; formations dispensées aux instructeurs de divers secteurs professionnels au sujet du nouveau cadre juridique et de la coopération avec l'Alliance 8.7, le partenariat mondial dont le but est d'obtenir que la cible 8.7 des objectifs de développement durable soit atteinte.



L'enquête de 2017 sur le travail des enfants a fait apparaître une réduction notable de sa prévalence, de 44,4 % en 2013 à 29,3 % en 2017. Dans l'intervalle, le Gouvernement avait instauré une politique d'éducation de qualité gratuite et découragé les parents d'employer leurs enfants pour faire du commerce dans la rue ou exécuter d'autres formes de travail. Au niveau local, le Gouvernement s'est efforcé de continuer à décourager le travail des enfants et à promouvoir l'éducation, cette action faisant l'objet d'un suivi conjoint de la part des unités de soutien à la famille de la police et du Ministère du bien-être social. Sur la période 2019-2021, l'accent a été mis en particulier sur les mines et les boîtes de nuit.



En octobre 2019, la Tunisie a ratifié la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, qui est entrée en vigueur en février 2020. Depuis 2018, un programme expérimental consacré à un système de suivi et de coordination a été lancé dans deux provinces ; de plus, diverses campagnes de sensibilisation visant à mettre fin au travail des enfants ont été menées.



Protection des enfants en situation de vulnérabilité

Les examens nationaux volontaires de 2021 ont mis en relief plusieurs formes de violence contre les enfants, leur vulnérabilité face à la violence dans divers contextes, ainsi que la manière dont les gouvernements réagissaient pour y faire face. La présente section donne des exemples de facteurs qui rendent les enfants vulnérables ou les exposent à un risque accru de subir des actes de violence – à savoir les changements climatiques ; les déplacements de groupes de population ; les migrations ; le handicap ; l'appartenance à un peuple autochtone ; l'appartenance à une minorité ethnique ou raciale ; l'appartenance à un groupe sexuel minoritaire.



ODD 10 Des migrations sûres et ordonnées

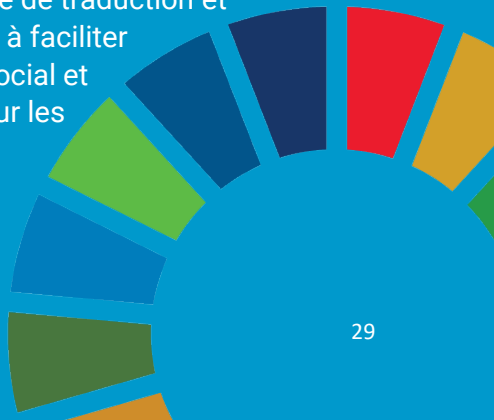
Les États Membres ont indiqué de quelle manière ils s'employaient à faire en sorte que les migrations soient sûres et se déroulent de façon ordonnée et responsable, tout comme les déplacements de population dans leur ensemble.



En 2021, le Gouvernement colombien a promulgué le Statut de protection temporaire des migrant(e)s qui autorise les migrant(e)s originaires du Venezuela à changer de statut, pour passer de la protection temporaire au statut de migrant(e) régulier(ère). Le Statut en question établit les droits et devoirs des migrant(e)s, définit des outils plus efficaces pour leur identification, leur inclusion dans une vie productive, et rend possible d'élaborer plus efficacement des politiques publiques mieux ciblées.



La protection, le bien-être et l'intégration sociale des migrant(e)s et des demandeur(se)s d'asile sont des priorités de premier plan du Gouvernement chypriote. Les projets entrepris sous l'égide du Fonds Asile, migration et intégration assurent une protection sociale aux mineur(e)s et aux demandeur(se)s d'asile non accompagné(e)s. Les centres d'information des migrant(e)s constituent des guichets uniques pour les services destinés à ces personnes et fournissent des conseils relatifs au logement, à l'accès aux soins de santé et aux services éducatifs, au soutien familial, aux modalités de renseignement des formulaires officiels et en matière de traduction et d'interprétation. Les centres en question s'emploient à faciliter l'accès à des services, à des conseils, à un soutien social et psychologique ainsi qu'à des structures d'accueil pour les enfants. On s'efforce d'améliorer l'accès à un enseignement général inclusif et dépourvu de ségrégation, au moyen de la mise en œuvre d'une politique éducative actualisée, qui a pour objet l'intégration sans heurt des élèves issu(e)s de populations migrantes dans le système éducatif.

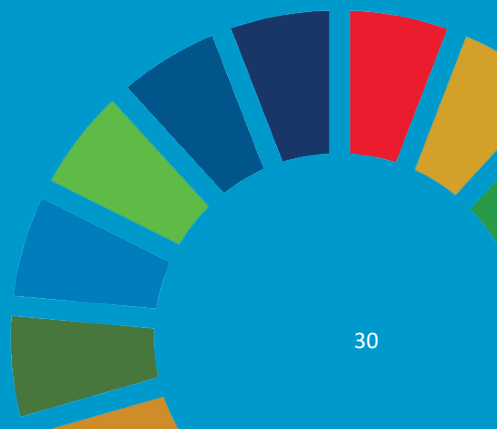




Entre 2018 et 2020, le nombre des réfugié(e)s et des demandeur(se)s d'asile, de plus de 45 nationalités, enregistré(e)s auprès du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) en Tunisie a augmenté de 500 %. En mai 2019, le Gouvernement a publié une circulaire autorisant les réfugié(e)s enregistré(e)s auprès du HCR à accéder à des services de base (hébergement, éducation, santé et sécurité sociale).



D'autres États Membres (Angola, Namibie, Tchad, Thaïlande et Uruguay) ont également abordé cette question dans leur rapport.





ODD 13 Changements climatiques



La situation environnementale qui prévaut à Madagascar (notamment marquée par des chocs météorologiques récurrents, comme les sécheresses) a des répercussions sur les enfants, qui doivent souvent travailler, en particulier dans les régions du sud. Quelque 50 % des enfants âgés de 5 à 17 ans exécutent une forme ou une autre de travail, ce qui les prive de scolarisation, avec des conséquences néfastes sur leur développement mental, physique et social.



Le Comité Tile Til Eo supervise l'action menée dans les Îles Marshall face aux changements climatiques et au titre de la réduction des risques liés au climat et aux catastrophes. Les activités exécutées le sont par des groupes de travail et des équipes spéciales, selon le cas. Les groupes de travail sur l'atténuation et l'adaptation prennent en compte les enjeux propres aux femmes, à la problématique femmes-hommes, aux droits de la personne, au renforcement des capacités, au financement de l'action climatique, ainsi qu'aux jeunes et aux enfants. Le Comité fournit des directives et des conseils en matière de planification des politiques et d'activités menées au niveau national, aux fins de la mise en œuvre de la Stratégie climatique nationale 2050.



Dans le rapport établi au sujet de son examen national volontaire, le Gouvernement tunisien a mis en relief l'importance de l'éducation aux enjeux environnementaux, qui a notamment pris la forme de la création de clubs environnementaux qui ont ciblé 13 000 enfants.

Autres formes de vulnérabilité à la violence



Le Programme de développement inclusif des zones d'accueil « Zone Sud » vient en aide aux personnes en situation de vulnérabilité, comme les membres des peuples autochtones, les réfugié(e)s, les déplacé(e)s et les rapatrié(e)s dans diverses régions du Tchad, combinant des activités humanitaires et axées sur le développement.



En Colombie, pour la première fois, le Pacte pour l'inclusion de toutes les personnes handicapées a été pris en compte dans le Plan national de développement, qui prévoit des mesures spécifiques à moyen terme dans les domaines de l'éducation et de l'inclusion productive, ainsi que l'accès à l'environnement physique, aux transports et à l'information.



L'évaluation réalisée par la table ronde multipartite a noté qu'un enfant ou adolescent(e) de nationalité étrangère sur six (environ 16 %) n'était pas scolarisé(e) au Japon, situation peut-être encore exacerbée par la pandémie de COVID-19.



Au Nicaragua, deux lois et sept décrets législatifs ont été approuvés, qui visent à intensifier la formation technique et professionnelle avec deux objectifs : rendre possible l'obtention d'un emploi décent et développer l'entreprenariat parmi les jeunes et les adultes. Ces instruments garantiront aux personnes vulnérables, notamment les personnes handicapées, les membres des peuples autochtones, les personnes d'ascendance africaine et les enfants en situation de vulnérabilité, l'égalité d'accès à tous les niveaux de l'enseignement et de la formation professionnelle.



Les enfants et les jeunes vulnérables sont particulièrement exposés au risque d'être exclus de sphères sociales importantes. Plusieurs initiatives ont été lancées par le Gouvernement norvégien pour promouvoir l'égalité des chances au bénéfice des enfants et des jeunes. À l'automne de 2020, il a ainsi présenté une stratégie axée sur le renforcement de la participation des enfants, des jeunes et des parents de famille à faible revenu aux programmes offrant un accueil dans des crèches, des établissements scolaires et des structures extrascolaires, mais aussi un accès à des activités de loisirs. Une participation accrue des groupes de population visés dans ces sphères pourrait éviter à la prochaine génération la pauvreté et l'exclusion de la société.



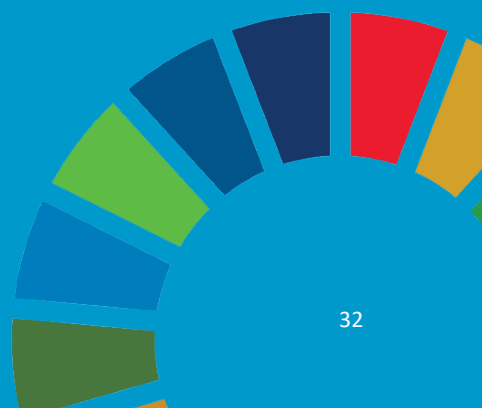
En Espagne, des mesures sont prises pour les groupes vulnérables. Il a notamment été procédé à une réforme des réglementations en vigueur, favorisant l'intégration des enfants et adolescent(e)s non accompagné(e)s lorsque ces personnes atteignent l'âge de la majorité.



Le Conseil des jeunes de Thaïlande a enregistré des avancées s'agissant de la protection des enfants contre les grossesses à l'adolescence, dans toutes les provinces, en multipliant les activités de sensibilisation au niveau local. Cela a contribué à faire diminuer les taux de grossesse chez les adolescentes. Le Conseil a également contribué à l'organisation d'une Assemblée des jeunes, durant laquelle ont été abordées des questions telles que les droits des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes, ce qui a été l'occasion pour les jeunes de ces diverses catégories de formuler des recommandations à l'intention des responsables politiques, dans le but de promouvoir l'égalité des genres en Thaïlande.



À Antigua-et-Barbuda, en collaboration avec les ministères et les organismes compétents, ainsi que les partenaires de développement et les organisations de la société civile, le Bureau national de statistique pilote la création de dispositifs d'exploration de données en lien avec les indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable, afin de faciliter l'utilisation du cadre de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des objectifs.



La plateforme Dewa est un tableau de bord intégré permettant de suivre l'évolution de l'indice dit du Bonheur national brut ; de la progression vers l'accomplissement des objectifs de développement durable ; des avancées enregistrées en matière de développement au niveau national. Cette plateforme rend possible une analyse plus proche de la réalité du niveau des indicateurs liés aux objectifs de développement durable, ainsi que des lacunes en matière de données et de leur disponibilité. Grâce au tableau de bord, on colligera des données de sources très diverses, notamment des données actualisées intéressant les indicateurs associés au douzième Plan quinquennal, aux domaines de résultats clés nationaux et au Bonheur national brut.



En 2018, en Indonésie, une enquête nationale sur le vécu des enfants et des adolescent(e)s a été menée parallèlement à une étude similaire consacrée aux femmes. Ces études transversales ont fait apparaître que la violence contre les enfants et la violence à l'égard des femmes étaient des problèmes graves dont nombre de femmes et d'enfants souffraient ou avaient souffert. Les études ont fait apparaître qu'une femme et une fille sur trois (groupe d'âge : 15 à 64 ans) avaient subi des actes de violence physique ou sexuelle tout au long de leur vie. En outre, il a été constaté que 62 % des filles et 61,7 % des garçons (groupe d'âge : 13 à 17 ans) avaient subi des actes de violence. Le Gouvernement analyse actuellement les données recueillies grâce à ces deux études. Il en tirera des éléments d'information quant aux causes de la violence, ainsi qu'à la nature des risques auxquels sont exposées les victimes potentielles et à celle des facteurs protecteurs, qui guideront l'élaboration des programmes et politiques à mettre en œuvre.



Le Ministre du développement social et de la sécurité humaine de Thaïlande constituera une base de données sur la violence contre les enfants, les femmes et les familles dans le cadre du projet Mégadonnées relatives à la famille, qui servira de base de données centrale pour les services destinés à la famille, reliant entre eux tous les organismes compétents en la matière. Elle sera utilisée à l'appui de la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'institution familiale et aux fins de l'élaboration de politiques de lutte contre la violence domestique.



Quelques réflexions en guise de conclusion

Depuis l'adoption du Programme 2030, des avancées notables ont été enregistrées sur la voie de la réalisation des droits de l'enfant, mais la pandémie menace de retarder l'obtention de certains résultats concrets, voire de réduire à néant les bénéfices déjà acquis.

En dressant le bilan de la riposte à la pandémie à ce jour et en s'efforçant de se tourner vers l'avenir, la phase dite « reconstruire en mieux » doit être considérée comme une possibilité d'instaurer un nouveau contrat social qui ne soit pas seulement centré sur les adultes, mais aussi sur les enfants, qui ouvre la voie à l'édification d'économies plus durables et résilientes et favorise le développement du capital humain.

Les réflexions suivantes sont inspirées de notre dialogue avec les États Membres et des rapports établis à l'issue des examens nationaux volontaires de 2021. On s'est concentré sur les corrélations entre les objectifs de développement durable et la protection des enfants contre toutes les formes de violence ; sur la manière dont les gouvernements s'employaient à relever les défis consistant à lutter contre la violence, dès avant la pandémie, et depuis son déclenchement ; sur le degré d'efficacité de l'approche intégrée de la prévention et de la riposte. Il convient également de mentionner que notre réflexion a été guidée par nos échanges avec les États Membres, dans le cadre de réunions et d'autres processus liés, aux niveaux national et régional, aux examens nationaux volontaires.

Adoption d'une approche intégrée du bien-être des enfants : un impératif

Dans tous les contextes, les enfants sont exposés au risque de subir des violences. En raison de la multiplicité des vecteurs et manifestations de cette violence, cet enjeu est associé à l'ensemble des 17 objectifs de développement durable ; ainsi, pour mettre fin à la violence contre les enfants, il est essentiel d'envisager de façon globale les objectifs de développement durable. Il faut pour ce faire proposer des services intégrés, transversaux, qui englobent les soins aux enfants, l'éducation, les soins de santé, y compris la santé mentale, la justice, le soutien à la famille, ainsi qu'une protection sociale pour les enfants comme pour les personnes qui leur dispensent des soins. Il est crucial que des cadres politiques de protection de l'enfance contre la violence soient inclus dans les plans nationaux de développement.

S'agissant de la manière dont une approche intégrée peut renforcer la protection des enfants et améliorer leur bien-être, il existe de bonnes pratiques, et des accomplissements ont été recensés, dont les États Membres ne font pas état dans leurs rapports au sujet de l'examen national volontaire.

Nous espérons qu'en faisant ressortir les corrélations entre les objectifs de développement durable et l'action menée pour lutter contre la violence à l'encontre des enfants et rendre leur environnement plus protecteur, mais aussi l'importance d'une approche intégrée pour gérer ces enjeux, nous encouragerons les États Membres à rendre compte de ces initiatives dans les rapports qu'ils consacreront à leurs futurs examens nationaux volontaires, de manière à accélérer la mise en œuvre du Programme 2030 dans son ensemble.



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Mise en relief de l'action menée pour prévenir toutes les formes de violence contre les enfants et y répondre

Les gouvernements sont de plus en plus nombreux à faire état de progrès sur la voie de l'élimination de la violence contre les enfants – mariages d'enfants, mutilations génitales féminines, travail des enfants et traite des enfants – dans les rapports qu'ils établissent à l'issue de leur examen national volontaire. Il faut rappeler que la violence est un phénomène continu, tant hors ligne qu'en ligne. Un(e) même enfant peut subir de multiples formes de violence dans divers contextes. La mise en œuvre des objectifs de développement durable et les informations communiquées à ce sujet devraient prendre en compte l'ensemble des types de violence auxquels les enfants sont exposés.

Protéger les plus vulnérables

Nombre d'États Membres ont cité et mis en relief la détresse des enfants en situation de vulnérabilité (par exemple, les enfants qui se déplacent sous la contrainte ou vivent dans la rue, les enfants handicapés, les enfants appartenant à un groupe ethnique, linguistique ou autochtone minoritaire, ou à un groupe sexuel minoritaire) mais on ne dispose que d'informations limitées au sujet de ce qui est fait pour améliorer leur situation et renforcer leur protection. Nous encourageons les États Membres à faire connaître les mesures qu'ils ont prises en faveur des enfants en situation de vulnérabilité et à communiquer des données d'expérience à ce sujet dans les rapports issus de leurs examens nationaux volontaires.

Importance de la coopération avec les organisations régionales

Nombre de rapports issus d'un examen national volontaire réalisé en 2021 ont fait état d'une coopération avec les entités des Nations Unies présentes au niveau régional ou avec des organes intergouvernementaux afin de régler les problèmes liés à la violence contre les enfants, en particulier dans le cadre de la réalisation d'études conjointes et de la collecte de données. Le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants a suivi l'ensemble des forums régionaux consacrés au développement social en 2021 et a été encouragée par l'attention accordée à la mise en commun des bonnes pratiques et des connaissances relatives aux enjeux intéressant les enfants parmi les États Membres.




Approche globale à l'échelle du système des Nations Unies

Le Bureau de la Représentante spéciale a également noté que la mobilisation de l'ensemble du système à l'appui de l'établissement des rapports au niveau national avait des retombées positives. Lorsque tou(te)s les membres de l'équipe de pays des Nations Unies (lorsqu'il en existe une sur place) prêtent assistance au Gouvernement hôte, pour garantir que l'accent est mis sur la protection des enfants, cela a une incidence positive notable tout au long du processus d'examen national volontaire et lors de l'établissement du rapport correspondant.

Les enfants : un groupe distinct avec des droits distincts

Nous devons veiller à ce que les enfants, qui constituent un groupe distinct, soient pris en compte dans les programmes d'action mondiaux, régionaux et nationaux. Si l'on privilégie l'approche du cycle de vie, on constate que les enfants ont des besoins distincts et jouissent de droits juridiques en propre. Nous devons toujours garder à l'esprit que les enfants sont des personnes âgées de moins de 18 ans. L'attention systématique accordée aux jeunes, d'où leur visibilité, doit l'être de la même manière aux enfants. Nous devons établir une distinction consciente entre « enfants » et « jeunes », car les uns et les autres ne progressent et ne se développent pas au même rythme, et rencontrent des problèmes différents, à diverses étapes du cycle de vie.



Le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants reste prêt à fournir aide et appui à tous les États Membres dans le cadre des efforts qu'ils déploient en vue de concrétiser l'ambition du Programme 2030, à savoir l'instauration d'un monde où les enfants soient à l'abri de la peur et de la violence.

ANNEXE



Les enfants, agents de changement:
Leur participation active à **l'examen national
volontaire**



Introduction



“

Les examens nationaux volontaires sont l'occasion de mobiliser non seulement les jeunes, mais aussi les enfants, c'est-à-dire les générations actuelles et futures d'agents de changement, aux fins de l'édification d'un monde sain, sûr, juste, inclusif et résilient, où les enfants soient à l'abri de tout préjudice et où personne ne soit laissé de côté.

”

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 envisage « un monde qui investisse dans ses enfants et où chacun d'eux grandisse à l'abri de la violence et de l'exploitation ». Il y est également affirmé que « les enfants et les jeunes sont des agents essentiels du changement », qui trouveront dans les objectifs de développement durable « l'inspiration qui leur permettra de mettre leur infinie capacité d'action au service de la création d'un monde meilleur ».

Les réflexions formulées par le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants au sujet des rapports issus des examens nationaux volontaires de 2021 portent principalement sur la manière dont les États Membres ont rendu compte des enjeux liés à la violence contre les enfants. Dans la présente annexe, certains exemples tirés de ces rapports sont mis en relief, qui illustrent la manière dont les États Membres ont fait participer les enfants à leur examen national volontaire, ainsi qu'à la mise en œuvre de l'action menée au titre des objectifs de développement durable, et quelques conseils pratiques sont adressés aux États Membres qui préparent un examen national volontaire en 2022 ou pour les années à venir. Partager ces exemples et outils encouragera les États Membres à promouvoir une participation plus systématique des enfants aux examens nationaux volontaires, afin que ceux-ci prennent davantage en compte les enjeux qui intéressent les enfants au premier chef, et à mettre en œuvre le Programme 2030 dans l'optique des enfants. Je crois que les enfants, agents de changement pour un monde meilleur, doivent jouer un rôle actif dans ces processus.

Najat Maalla M'jid

Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants.

Participation des enfants à l'examen national volontaire

Chaque année, un nombre croissant de rapports issus d'examens nationaux volontaires font état de la participation des enfants à l'établissement dudit rapport. En 2021, il était indiqué dans près de la moitié des rapports que les enfants avaient pris part, d'une manière ou d'une autre, à la conception de l'examen national volontaire.

On trouvera aux sections suivantes des exemples des modalités de participation des enfants à l'examen national volontaire, citées par les États Membres dans leurs rapports de 2021 : opinions recueillies au moyen d'enquêtes et de sondages ; réunions en ligne ou en présentiel ; groupes de discussion, et interaction avec des décideur(se)s, entre autres d'organes législatifs nationaux ; réunions tenues dans le cadre du système des Nations Unies.

Il est important de noter que les exemples inclus dans la présente annexe ne sont pas exhaustifs et que n'ont été pris en considération que les rapports dans lesquels nous avons pu trouver des informations détaillées quant à une participation active d'enfants (âgés de moins de 18 ans). En consultant les rapports d'examen national volontaire, nous avons aussi noté que d'autres exemples faisaient mention uniquement de « la jeunesse » ou de « jeunes », sans préciser le groupe d'âge concerné.

Modalités de participation : enquêtes et sondages

Chacun s'accorde à reconnaître que les enquêtes et les sondages d'opinions sont un bon moyen de recueillir les vues d'un large éventail et d'un grand nombre d'enfants. Plusieurs États Membres ont rendu compte de leur expérience en la matière dans le rapport issu de leur examen national volontaire.



En Sierra Leone, un sondage utilisant la plateforme U-Report a été mené en mai 2021, qui avait pour but de déterminer quelle était la perception des enfants et des jeunes (groupe d'âge : 15 à 35 ans) des incidences de la mise en œuvre des objectifs de développement durable dans le pays. L'enquête portait sur les objectifs 3, 4, 8, 13 et 16. Ces résultats sont venus compléter les témoignages recueillis au moyen d'autres instruments au sujet des mêmes objectifs.



En 2020, compte tenu des données d'expérience réunies au fil des années précédentes, l'Ouganda a indiqué que le sondage mené au moyen d'U-Report avait permis de recueillir 23 324 réponses d'enfants et de jeunes au sujet de leurs vues sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Il en est également ressorti que 60 % des enfants et des jeunes qui avaient répondu avaient subi une forme ou une autre de violence au cours des deux années précédentes.



En Suède, le Ministère des affaires étrangères, l'Association suédoise des Nations Unies, et le Conseil national des organisations de jeunesse suédoises ont dirigé une enquête visant à recueillir l'opinion d'enfants et de jeunes quant à la manière dont le monde devrait procéder pour atteindre les objectifs définis dans le Programme 2030.

¹¹ U-Report est une plateforme créée par l'UNICEF, disponible par SMS, sur Facebook et sur Twitter, qui permet aux jeunes d'exprimer leurs opinions et d'être des agents de changement positif dans leurs communautés respectives.

Participation des enfants à l'examen national volontaire

Cette enquête a fait l'objet d'une campagne dans les médias sociaux (#Iraisedmyvoice). En outre, la Suède a également fait état d'un atelier organisé pour les lycéen(ne)s et d'autres jeunes, consacré aux solutions qu'il serait possible d'apporter aux problèmes liés à la santé, à l'égalité de genre, à l'égalité et au climat et à la biodiversité.



Au Zimbabwe, des présentations écrites illustrant l'engagement des organisations de la société civile ont constitué une part importante de l'examen national volontaire. Le Groupe de référence des organisations de la société civile a adopté les Indicateurs de résultats populaires pour recueillir des informations auprès de plus de 80 organisations, dont plusieurs se consacrent aux enfants (examen national volontaire de 2021).

Modalité de participation : réunions et groupes de discussion avec des enfants

Les États Membres ont indiqué qu'ils avaient rencontré des enfants avec lesquels ils avaient dialogué, souvent en utilisant des plateformes en ligne après le déclenchement de la pandémie, pour entendre leurs vues et opinions sur les questions liées à leur bien-être et aux objectifs de développement durable. On peut citer une réunion ponctuelle consacrée à l'élaboration de l'examen national volontaire et d'autres approches plus systématiques, impliquant une remobilisation des enfants, sous la forme, par exemple, de parlements des enfants. Dans certains cas, des détails ont été apportés quant à la nature exacte de la participation des enfants.



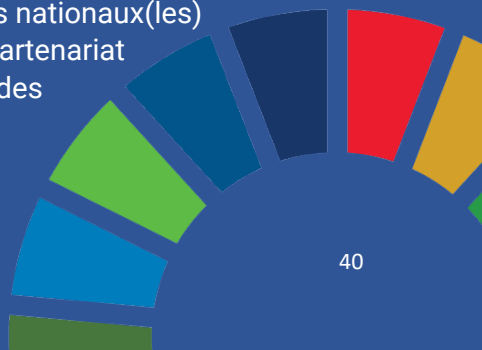
Le Conseil des enfants et des jeunes de la République tchèque réunit plus de 100 organisations d'enfants et de jeunes. En avril 2021, un groupe de discussion du Conseil s'est tenu dans le cadre de l'examen national volontaire. Les conclusions de ces discussions, ainsi que des citations de participant(e)s, ont été incluses dans le rapport. Le Conseil a également contribué à l'examen national volontaire en communiquant les informations reposant sur ces données, enquêtes et activités.



En Indonésie, une série de discussions de groupe ont été menées avec des représentant(e)s de groupes vulnérables, parmi lesquels des enfants et des jeunes. Des consultations et réunions d'information consacrées à l'importance que revêt la perspective des droits de la personne ont également été tenues avec l'appui du Bureau de la Haute-Commissaire aux droits de l'homme.



Au Paraguay, en avril 2021, une discussion multipartite a été organisée virtuellement, à laquelle ont participé 110 personnes, parmi lesquelles des enfants et des adolescent(e)s ainsi que des expert(e)s nationaux(les) de divers secteurs. Cette réunion a été organisée en partenariat avec le PNUD, l'UNICEF et le Ministère des enfants et des adolescents.



Participation des enfants à l'examen national volontaire



En Espagne, en coopération avec l'UNICEF Espagne, le Secrétaire d'État pour le Programme 2030 a organisé une consultation avec des enfants pour se familiariser avec leurs préoccupations et intégrer celles-ci dans la Stratégie de développement durable de 2030. En octobre 2020, des consultations ont été tenues pendant la sixième Réunion d'État des conseils locaux de participation, avec le concours de 192 enfants âgés de 8 à 17 ans représentant 16 communautés autonomes. Au terme de ces consultations, le Manifeste 2020 des enfants et des adolescent(e)s, reflétant leurs opinions et leurs propositions en relation avec les objectifs de développement durable, a été présenté au Gouvernement.

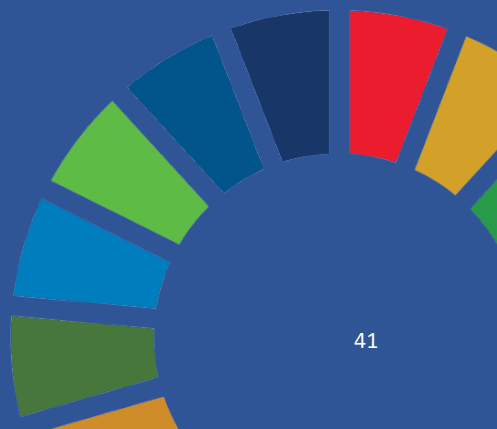


En Tunisie, une session spéciale du Parlement de l'enfant a été convoquée en avril 2021 par le Ministère des femmes, de la famille et des personnes âgées, l'Observatoire pour la protection des droits de l'enfant et d'autres partenaires. Les 25 membres du Parlement de l'enfant, représentant les cinq provinces, et l'équipe de direction des partenaires organisateurs ont pris part à cette session. Chaque membre du Parlement de l'enfant a présenté sa conception de la Tunisie de ses rêves. La session a également été l'occasion pour les enfants de se familiariser avec le Programme 2030 et de faire connaître leurs vues, qui ont été citées dans le rapport issu de l'examen national volontaire. En outre, au cours de leur mandat, les membres du Parlement de l'enfant exécutent des projets liés aux objectifs de développement durable n^{os} 1, 3, 4, 5, 8, et 16 dans leurs communautés respectives.



De même, en Namibie, des enfants parlementaires de toutes les régions ont été consultés en juillet 2021 en lien avec les objectifs de développement durable. La consultation a été organisée avec l'appui de l'UNICEF, et le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants était représenté. L'exposé du Directeur général de la Commission nationale de planification au forum politique de haut niveau pour le développement durable s'est fait en compagnie d'un enfant parlementaire.

D'autres pays ont mentionné des consultations et des dialogues menés avec des jeunes dans le cadre de l'examen national volontaire ou de processus de prise de décisions de plus vaste portée, mais dans certains cas il n'a pas été possible de déterminer avec certitude si des enfants de moins de 18 ans avaient été inclus.



Participation des enfants à l'examen national volontaire

Modalité de participation : dans le cadre du système des Nations Unies et du forum politique de haut niveau pour le développement durable

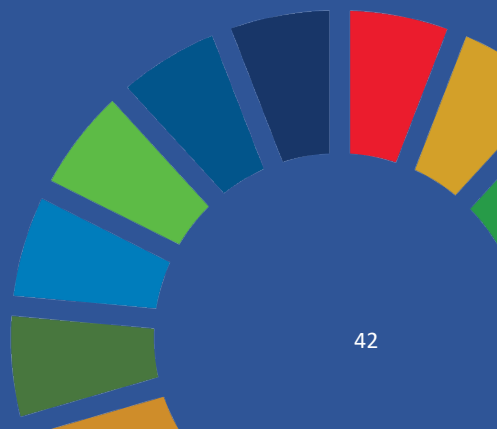
Au cours du forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2021, des enfants et des jeunes étaient présent(e)s dans la délégation de plusieurs États Membres. Deux jeunes ont ainsi pris part à la présentation par la République tchèque et par la Namibie de leurs rapports d'examen national volontaire respectifs.

Nous avons également noté des exemples de participation d'enfants à des conférences des Nations Unies et à d'autres conférences internationales, dans le cadre de délégations nationales. L'étape suivante pourrait consister à inviter des représentant(e)s d'enfants ayant été consultés dans le cadre d'un examen national volontaire à participer au forum politique de haut niveau au sein de la délégation officielle de leur pays.

Action menée par les enfants en faveur de l'accomplissement des objectifs de développement durable

Nous n'avons trouvé dans les rapports que de rares exemples attestant que des actions menées par des enfants avaient effectivement contribué à l'accomplissement d'objectifs de développement durable. Nous avons trouvé quelques exemples d'actions ayant contribué à la réalisation de cibles associées aux objectifs, intéressant des formes spécifiques de violence – ainsi que leurs vecteurs – dont les enfants sont victimes.

Nous savons que les enfants sont de plus en plus nombreux à se mobiliser partout dans le monde, mais ils ne sont pas toujours inclus dans le cadre des examens nationaux volontaires. Nous espérons que la contribution des enfants à la mise en œuvre d'objectifs de développement durable sera à l'avenir davantage reconnue comme telle, et consignée dans les rapports issus d'examens nationaux volontaires.



Appui au bien-être mental



En Uruguay, un système de soutien entre pairs a été instauré au moyen du défi numérique #MiFórmula, qui a encouragé les adolescent(e)s à faire connaître à leurs pair(e)s leurs stratégies de lutte contre l'isolement en période de pandémie.

Changements climatiques

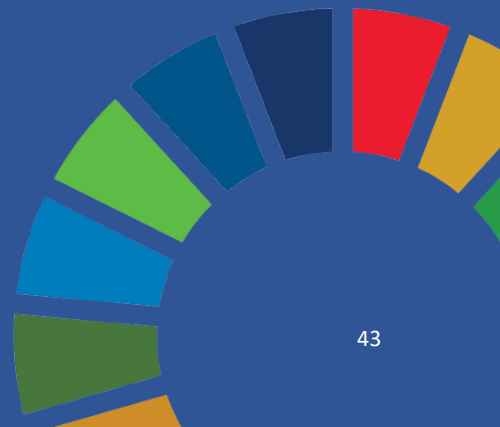


En Norvège, en 2015, le Panel des enfants sur les changements climatiques a été établi par les Éco-Agent(e)s, avec pour objet de ménager aux enfants un espace où ils puissent communiquer leurs opinions aux décideur(se)s et développer leur capacité de définir leur propre avenir. Le Panel a rencontré des représentant(e)s du Parlement et du Gouvernement, pour leur faire savoir quelles étaient les vues des enfants au sujet des enjeux environnementaux. Chaque année, un rapport sur leurs travaux est remis aux décideur(se)s, aux niveaux national et international. Des représentant(e)s du Panel participent aux conférences des Nations Unies sur les changements climatiques. À long terme, l'ambition consiste à « créer un panel des enfants international sur les changements climatiques, composé d'enfants issus de tous les États Membres de l'ONU ».

En apprendre davantage au sujet des objectifs de développement durable



Le Mexique a rendu compte de « Yo por los 17 », programme de formation consacré aux objectifs de développement durable et aux compétences en matière d'exercice des responsabilités, destiné aux écolier(ère)s et aux jeunes et organisé par le mouvement Mobilisation de la jeunesse. Les activités de sensibilisation menées dans le cadre de ce programme ont permis le lancement d'une initiative visant à réformer la loi générale relative aux changements climatiques, projet qui a été présenté au Sénat.



Action menée par les enfants en faveur de l'accomplissement des objectifs de développement durable

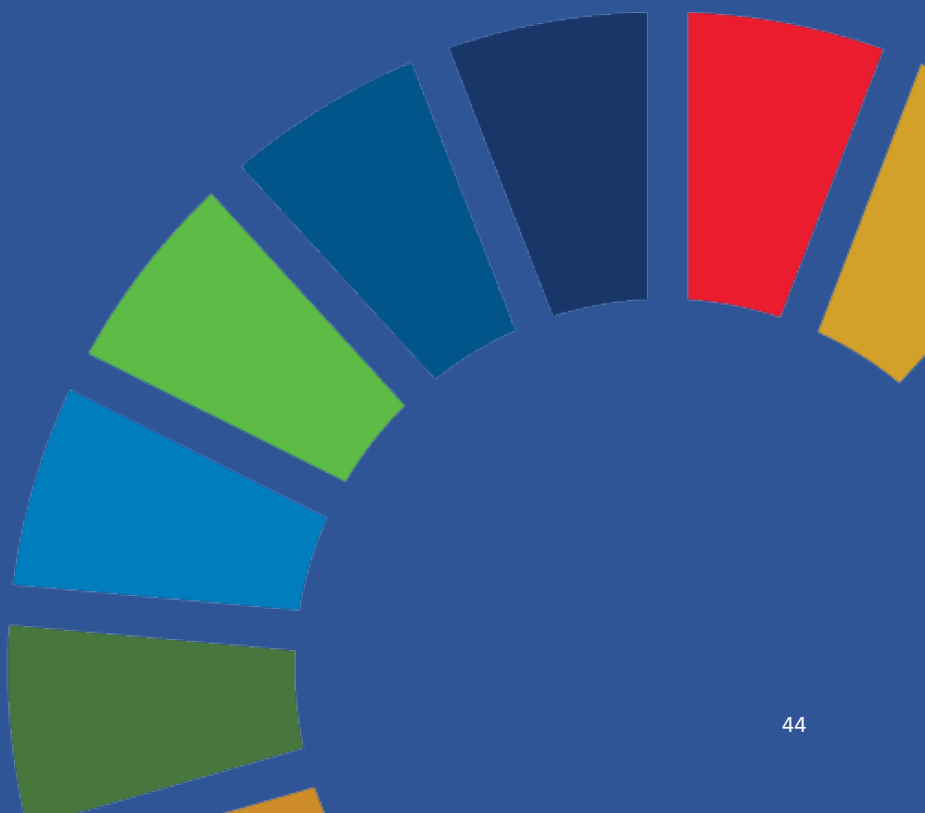
Des enfants plus nombreux à se mobiliser

Les renseignements recueillis en vue de l'état des lieux auquel le Bureau de la Représentante spéciale a procédé ont fait apparaître que les enfants agissaient pour trouver des solutions à des problèmes les touchant directement, mais également en rapport avec un ou plusieurs objectifs de développement durable.

Les organisations d'enfants et les enfants eux-mêmes nous ont indiqué qu'ils se mobilisaient pour lutter contre diverses formes de violence à l'égard des enfants et contre leurs vecteurs, dans divers contextes, en ligne et hors ligne, notamment les châtimements corporels, la violence fondée sur le genre, les abus et la violence sexuels, la violence psychique et psychologique, le mariage d'enfants, les mutilations génitales féminines, le travail des enfants et la traite des enfants, pour ne citer que celles-ci. Partout dans le monde, les enfants se font entendre et se mobilisent en faveur de la justice sociale et face aux changements climatiques.

Dans le cadre de ces actions, les enfants apportent un soutien à leurs pairs, s'éduquent et se forment mutuellement, sensibilisent le grand public et collaborent avec leurs gouvernements respectifs pour édifier un monde meilleur, plus sûr et plus juste pour tous les individus.

Nous vous invitons à consulter nos publications pour en apprendre davantage au sujet des enfants qui se mobilisent : [Children as agents of positive change](#) et [When children take the lead](#).



Conclusion : quelques réflexions sur la participation des enfants aux examens nationaux volontaires

Nul ne connaît mieux les enfants que les enfants eux-mêmes et ils savent mieux que personne ce qui assure leur bien-être. La résilience et la force des enfants, ainsi que l'esprit de responsabilité dont ils font preuve les uns avec les autres, et à l'appui de leur famille et de leur communauté, en temps de crise sont remarquables. Les enfants sont pleins de créativité et prêts à se mobiliser, et canalisent leur énergie aux fins de l'édification d'un monde meilleur. Une partie importante des travaux de mon Bureau consiste à continuer de rendre visible l'action menée par les enfants en faveur d'un changement positif.

La lecture des rapports issus des examens nationaux volontaires de 2021 a fait naître un certain nombre de réflexions au sujet de la participation des enfants. On a alors cherché à déterminer comment renforcer et systématiser cette participation, pour que les examens nationaux volontaires prennent davantage en compte l'intérêt des enfants. Il est important de noter que dans le cadre de notre dialogue avec les États Membres, nous avons appris que certains enfants s'étaient activement engagés dans la prévention et l'élimination de la violence contre les enfants, bien que cela n'ait pas été mis en relief dans les rapports issus des examens nationaux volontaires correspondants.

Participation d'enfants de tous les groupes d'âge

Certains États Membres ont mentionné spécifiquement la participation active d'enfants à leur examen national volontaire, mais d'autres ont mentionné des jeunes sans spécification d'un groupe d'âge. Les enfants, qui font l'objet de mesures de protection et sont titulaires de droits, sont des parties prenantes essentielles lorsque sont traités les enjeux et les dispositions qui intéressent leur bien-être. La participation d'adolescent(e)s est encouragée, mais également celle d'enfants moins âgés, pour que soient prises en compte des périodes cruciales de croissance et de développement dans le cycle de vie. Les enfants et les jeunes n'existent pas séparément les uns des autres, mais sont indissociables et s'inscrivent dans une évolution continue de la personnalité.

Représentativité et expression des plus vulnérables

Lorsqu'on prévoit de faire participer des enfants à la conception d'un examen national volontaire, il faut s'attacher à la représentativité des enfants en question. Les groupes d'enfants vulnérables ou marginalisés présentent des caractéristiques différentes en fonction de la situation de leur pays, mais tous les États Membres doivent envisager d'agir en faveur des enfants qui vivent dans des contextes fragiles, et obtenir leur participation dans le cadre de leur examen national volontaire.

La vulnérabilité à la violence est aggravée pour les enfants qui vivent dans des zones subissant les effets négatifs des changements climatiques, les enfants contraints à un déplacement, les enfants qui vivent dans la rue, les enfants handicapés et les enfants appartenant à un groupe ethnique, linguistique ou autochtone minoritaire, ou encore à un groupe sexuel minoritaire.

Par ailleurs, plusieurs États Membres ont dit mener des sondages et des enquêtes – ou organiser des réunions – en ligne pour consulter les enfants. Ils ont également indiqué qu'il était nécessaire de combler le « fossé numérique ». Les enfants qui se trouvent en situation de vulnérabilité n'ont pas toujours les moyens de participer – par exemple par l'intermédiaire d'organisations d'enfants (ou d'établissements scolaires) facilitant ce processus – car ils ne reçoivent pas les informations nécessaires ou n'ont pas accès à Internet. Des efforts supplémentaires doivent être consentis pour garantir une participation plus inclusive des enfants.

Participation continue des enfants

Le processus d'examen national volontaire est important car il sert de tremplin pour une participation concrète des enfants à la réalisation du Programme 2030, dans le respect des normes déontologiques et du principe d'inclusion. C'est l'occasion de mobiliser les enfants et les jeunes, qui communiquent des informations, apportent une contribution essentielle et sont les agents d'un changement propice à l'édification d'un monde plus sain, plus sûr, plus juste, plus inclusif et plus résilient. À cette fin, la participation des enfants au processus d'examen national volontaire doit être continue, et non exceptionnelle.

Il faut faire appel aux enfants – ainsi qu'aux organisations qui se consacrent aux enfants ou qui sont dirigées par des enfants – pendant les phases de suivi et de mise en œuvre des objectifs de développement durable, avant et après la réalisation des examens nationaux volontaires, mais aussi dans l'intervalle entre deux examens nationaux volontaires, dans le cadre de partenariats de vaste portée. Lorsqu'une approche multipartite est adoptée pour la réalisation d'un examen national volontaire, celui-ci bénéficiant alors de toute la richesse de l'expérience et des connaissances de ces multiples parties, cela se répercute très positivement sur la qualité des informations communiquées. Nous espérons qu'à l'avenir les enfants seront plus souvent reconnus comme des partenaires actifs de l'accomplissement des objectifs de développement durable.

Communication de renseignements au sujet des modalités de participation

Nombre de rapports ont fait apparaître que des enfants avaient pris part à l'examen national volontaire, mais sans inclure beaucoup de détails quant aux modalités de cette participation. Nous encourageons les États Membres à fournir davantage de renseignements quant à la manière dont les gouvernements ont échangé avec les enfants, de telle sorte que les rapports fassent état des vues des enfants et fassent entendre leur voix. Le fait de communiquer des informations au sujet de ce processus, de faire connaître les succès enregistrés et de réfléchir aux enseignements tirés contribuera à renforcer une culture de la participation inclusive et réelle des enfants, ce qui les aidera en retour à être des citoyen(ne)s actif(ve)s et responsables.

Prise en considération de la mobilisation active des enfants dans les rapports issus des examens nationaux volontaires

Au cours de nos discussions avec les États Membres, les organisations de la société civile, les entités du système des Nations Unies, les enfants et les jeunes, nous avons beaucoup appris quant à l'action menée par les enfants dans leurs communautés respectives, partout dans le monde, pour apporter des solutions aux problèmes ayant une incidence sur leur bien-être. Parallèlement, nous avons aussi noté que cette action contribuait à la mise en œuvre des objectifs de développement durable, mais que, souvent, cela n'était pas mentionné dans les rapports issus des examens nationaux volontaires. Nous espérons que les enfants seront de plus en plus reconnus comme des partenaires actifs aux fins de l'accomplissement des objectifs de développement durable et que leurs actions seront dûment répercutées dans les rapports issus des examens nationaux volontaires.

Le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants reste prêt à fournir aide et appui à tous les États Membres dans le cadre des efforts qu'ils déploient en vue de concrétiser l'ambition du Programme 2030, à savoir l'édification d'un monde où les enfants soient à l'abri de la peur et de la violence.

Comment procéder pour consulter des enfants

SDGs

STRATEGIC

1 2 3 4 5

GENERATED

EGYPTIAN
CONTINGENT

11 SUSTAINABLE CITIES
AND COMMUNITIES

12 RESPONSIBLE
CONSUMPTION
AND PRODUCTION

13 CLIMATE
ACTION

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD NON-FORMAL
EDUCATION
FORUM

SCOUTS
The World Scout Moot 2021
will take place in Ireland.

SCOUTS
The World Scout Moot 2021
will take place in Ireland.

SCOUTS
The World Scout Moot 2021
will take place in Ireland.

SCOUTS
The World Scout Moot 2021
will take place in Ireland.

SCOUTS
The World Scout Moot 2021
will take place in Ireland.

SCOUTS
The World Scout Moot 2021
will take place in Ireland.

SCOUTS
The World Scout Moot 2021
will take place in Ireland.

SCOUTS
The World Scout Moot 2021
will take place in Ireland.

SCOUTS
The World Scout Moot 2021
will take place in Ireland.

SCOUTS
The World Scout Moot 2021
will take place in Ireland.

SCOUTS
The World Scout Moot 2021
will take place in Ireland.

SCOUTS
The World Scout Moot 2021
will take place in Ireland.

SCOUTS
The World Scout Moot 2021
will take place in Ireland.

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

WORLD SCOUT MOOT
2021 IRELAND

Conseils pour l'organisation de consultations avec les enfants

La consultation des enfants est un moyen éprouvé d'inclure leurs vues et leurs opinions au fil de la réalisation d'un examen national volontaire. Les échanges directs avec les enfants rendent possible une conversation plus approfondie, qui enrichira par la suite le rapport issu de l'examen. Il faut toutefois prendre des précautions, par exemple adopter des pratiques préservant les enfants.

1. Organe de coordination

La consultation des enfants est un moyen éprouvé d'inclure leurs vues et leurs opinions au fil de la réalisation d'un examen national volontaire. Les échanges directs avec les enfants rendent possible une conversation plus approfondie, qui enrichira par la suite le rapport issu de l'examen. Il faut toutefois prendre des précautions, par exemple adopter des pratiques préservant les enfants.

2. Établir le contact avec les enfants

Il faut déterminer quelles organisations d'enfants vont participer aux consultations. Il peut s'agir d'organisations locales ou nationales, d'établissements scolaires, d'organisations de la société civile œuvrant pour les enfants, d'organisations dirigées par des enfants, d'institutions travaillant avec divers groupes d'enfants (enfants handicapés, enfants réfugiés, enfants en conflit avec la loi, groupes sportifs, organisations associatives, etc.).

Il faut veiller à rendre ce processus inclusif et à consulter les enfants en situation de vulnérabilité ; à prévoir plus d'une occasion – ou plus d'une modalité – de consultation afin d'inclure des enfants de groupes d'âge différents et d'origines diverses ainsi que les enfants vulnérables à la violence.

3. Méthode de consultation :

Avec les parties prenantes, il faut convenir d'une méthode de consultation, de communication d'informations, et d'inclusion des résultats dans le rapport qui sera établi à l'issue de l'examen national volontaire. Cette consultation doit permettre de dresser la liste des enjeux nécessitant l'adoption de lois, de politiques, de nouvelles pratiques, etc. Il est également recommandé de faire participer les enfants à la phase préparatoire dès que possible.

Les modalités de consultation peuvent être les suivantes :

- Des représentant(e)s d'enfants sont invité(e)s à dialoguer avec des représentant(e)s du gouvernement ;
- Les enfants organisent des consultations entre eux et rendent compte de leurs conclusions.

Les consultations menées auprès des enfants constituent une occasion unique de transférer des connaissances aux enfants et de renforcer leurs moyens d'action. La consultation doit inclure des orateur(ice)s expert(e)s et des activités de groupe, de telle sorte que les enfants puissent se familiariser avec les objectifs de développement durable ainsi qu'avec le processus d'examen national volontaire.

Il faut aussi envisager des consultations de diverses natures avec les enfants. En 2021, certains États Membres ont eu recours à de multiples formes de consultation avec les enfants – enquêtes en ligne destinées aux enfants, groupes de discussion avec des élèves, ou invitation d'un(e) enfant dans le cadre d'une délégation officielle auprès du forum politique de haut niveau pour le développement durable. En lisant les rapports issus des examens nationaux volontaires, nous avons aussi noté que, dans certains cas, il n'était fait mention que de « jeunes », sans spécification de groupe d'âge.



Conseils pour l'organisation de consultations avec les enfants

Conseils pour la réalisation d'enquêtes en ligne ou en présentiel

Le plus souvent, les enquêtes menées en ligne se concentrent sur certains thèmes et comportent un nombre limité de questions. Bien qu'elles nécessitent un accès à l'informatique – et parfois une analyse détaillée de données –, elles constituent un moyen pratique de recevoir un volume important de réponses de la part d'enfants.

- Élaborer un ensemble de questions limitées dans un vocabulaire approprié à l'âge des répondants et adapté aux enfants. En outre, les langues locales, le langage des signes et d'autres modalités devraient être utilisés pour rendre l'enquête accessible à tous les enfants.
- Tester l'instrument retenu pour mener l'enquête auprès de quelques enfants, pour recevoir des commentaires en retour.
- Travailler avec des partenaires, tels que des organisations de la société civile qui se consacrent aux enfants, une institution universitaire ou des entités des Nations Unies.
- Trouver un équilibre entre le droit des enfants à la protection et leur droit à l'expression. Le principe fondateur à respecter doit être celui de ne pas nuire.

4. Communication des résultats dans le rapport sur l'examen national volontaire

- Consigner la participation des enfants dans la section « Gouvernance et environnement favorable », en particulier dans l'optique du principe consistant à « ne laisser personne de côté ». S'assurer d'inclure des informations relatives aux modalités de la participation des enfants, comme la fréquence des consultations, les groupes d'âge concernés, les supports adaptés aux enfants fournis pour les réunions, etc.
- Citer les préoccupations, les vues et les opinions des enfants tout au long du rapport, en regard de chaque objectif de développement durable.
- Consacrer un chapitre distinct ou spécifique dressant la liste des enjeux intéressant les enfants en lien avec les divers objectifs de développement durable.

5. Après la consultation, le suivi auprès des enfants

- Assurez-vous de communiquer les résultats des consultations, notamment le rapport final établi à leur issue, aux enfants ayant participé au processus. Cela peut consister à leur présenter avec un vocabulaire adapté le rapport établi à l'issue de l'examen national volontaire.
- Des représentant(e)s des enfants pourraient aussi être invité(e)s à participer aux délégations présentes au forum politique de haut niveau pour le développement durable et dans d'autres consultations liées au développement durable.



Ressources externes

Guide d'initiation à la planification de la participation des enfants



- [The Nine Basic Requirements for Meaningful and Ethical Children's Participation](#) ([Les neuf prescriptions de base pour une participation éthique et significative des enfants](#)) (Save the Children)
- [Applying the 9 basic requirements for meaningful and ethical child participation during COVID-19](#) ([L'application des neuf prescriptions de base pour une participation éthique et significative des enfants en période de COVID-19](#)) (Save the Children) (en anglais seulement)
- [Implementation Guide on the Rights of Child Human Rights Defenders](#) (Guide pratique relatif aux droits des personnes qui défendent les droits humains des enfants) (Child Rights Connect) (en anglais seulement)

Protection des enfants dans le cadre de manifestations et de consultations



- [Child Participation Guidelines for Online Discussions with Children](#) ([Save the Children](#)) (Directives pour la participation d'enfants à des discussions en ligne) (en anglais seulement)
- [Guide to Keeping Children and Young People Safe at Events](#) ([Plan International](#)) (Guide pratique pour assurer la sécurité des enfants et des jeunes lors des manifestations auxquelles ils participent) (en anglais seulement)
- [Child safeguarding policy for digital events](#) (Politique de protection des enfants lors des réunions menées en ligne) (en anglais seulement)
- [Child Safeguarding and Communications \(End Violence\)](#) (Protection des enfants et communications impliquant les enfants) (en anglais seulement)

Outils pour les questions et les enquêtes



- [The Global Kids Online research toolkit](#) ([Global Kids Online](#)) (Ensemble d'outils de recherche de Global Kids Online) (en anglais seulement)